

T1

**Rapport du premier trimestre
aux actionnaires**

Période de 12 semaines close
le 25 mars 2017

NOTRE RAISON D'ÊTRE :

**Profiter
pleinement
de la vie**

**Les Compagnies
Loblaw
Limitée**

Rapport du premier trimestre de 2017 aux actionnaires

Rapport de gestion	1
Résultats financiers	31
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	37
Sommaire financier	55

Rapport de gestion

1. Énoncés prospectifs	2
2. Indicateurs de performance financière clés	4
3. Résultats d'exploitation consolidés	5
4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter	8
4.1 Secteur Vente au détail	8
4.2 Secteur Services financiers	11
4.3 Secteur Propriétés de Choix	12
5. Situation de trésorerie et sources de financement	13
5.1 Flux de trésorerie	13
5.2 Situation de trésorerie et structure du capital	15
5.3 Composantes de la dette totale	16
5.4 Situation financière	18
5.5 Notation	18
5.6 Capital social	19
5.7 Arrangements hors bilan	20
6. Instruments financiers dérivés	20
7. Résultats par trimestre	21
8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière	22
9. Risques d'entreprise et gestion des risques	23
10. Normes comptables	23
11. Perspectives	23
12. Mesures financières non conformes aux PCGR	24
13. Informations supplémentaires	30

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Les Compagnies Loblaw Limitée et ses filiales (collectivement, la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2017 de la société et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport trimestriel, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et le rapport de gestion annuel connexe inclus dans le Rapport annuel 2016 – Revue financière de la société (le « Rapport annuel 2016 »).

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de 2017 de la société et les notes y afférentes ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS » ou les « PCGR »). Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de la société et ceux des autres entités que la société contrôle et sont présentés en dollars canadiens.

La direction a recours à des mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », pour plus de précisions sur les mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par la société.

Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la fin du Rapport annuel 2016 de la société.

À moins d'indication contraire, les renseignements figurant dans le présent rapport de gestion sont à jour au 2 mai 2017.

1. Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de la société, y compris le présent rapport de gestion, renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société, ainsi que sur les questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport trimestriel renferment plus particulièrement, mais sans s'y limiter, des énoncés concernant les résultats attendus ainsi que les événements et les plans futurs, la vente des activités liées aux postes d'essence, la situation de trésorerie future, les dépenses d'investissement prévues et l'état et l'incidence des déploiements de systèmes de technologies de l'information (les « TI »). Ces énoncés prospectifs particuliers figurent tout au long du présent rapport trimestriel, y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique 5, « Situation de trésorerie et sources de financement », et à la rubrique 11, « Perspectives », du présent rapport de gestion. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « croire », « pouvoir », « entrevoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres mots ou expressions semblables, conjugués au présent, au conditionnel ou au futur, lorsqu'ils se rapportent à la société et à sa direction.

Les énoncés prospectifs reflètent les estimations, opinions et hypothèses actuelles de la société, lesquelles se fondent sur la perception qu'a la direction des tendances historiques, de la situation actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, de l'avis de la direction, sont appropriés dans les circonstances. Les attentes de la société quant à sa performance sur le plan de l'exploitation et à sa performance financière pour 2017 s'appuient sur certaines hypothèses, notamment en ce qui a trait aux économies de coûts prévues et à l'efficacité sur le plan de l'exploitation, ainsi qu'à la croissance continue associée aux initiatives en cours. Les estimations, opinions et hypothèses de la société sont, de par leur nature, assujetties à des incertitudes et à des éventualités importantes d'ordre commercial, économique, concurrentiel ou autre en ce qui a trait aux événements futurs et sont donc susceptibles d'être révisées. La société ne peut garantir que ces estimations, opinions et hypothèses se révéleront exactes.

Bon nombre de risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés explicitement ou implicitement ou de ceux qui sont prévus dans les énoncés prospectifs, notamment ceux qui sont décrits à la rubrique 12, « Risques d'entreprise et gestion des risques », du Rapport annuel 2016 de la société et dans la notice annuelle 2016 de la société (pour l'exercice clos le 31 décembre 2016). Ces risques et incertitudes comprennent les suivants :

- les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la diminution des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance médicaments publics et l'élimination ou la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- l'incapacité d'assurer la gestion efficace des programmes de fidélisation de la société;
- l'incapacité de l'infrastructure de TI de la société de soutenir les besoins de celle-ci ou l'occurrence d'atteintes à la sécurité de renseignements internes ou externes, d'attaques par déni de service, de virus, de vers informatiques ou d'autres atteintes connues ou inconnues à la cybersécurité ou à la protection des données;
- l'incapacité de tirer parti des investissements dans les nouveaux systèmes de TI de la société;

- l'incapacité de s'adapter efficacement aux tendances de consommation ou à une intensification de la concurrence exercée par les concurrents actuels ou les nouveaux venus sur le marché;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments et des médicaments;
- toute modification des lois, règles, règlements ou politiques régissant les activités de la société;
- l'incapacité d'effectuer une mise en marché efficace, de mettre en œuvre l'initiative de commerce électronique de la société ou d'adapter son modèle économique à l'évolution du marché de la vente au détail résultant des progrès numériques;
- l'incapacité de réaliser les avantages prévus, dont la croissance des produits, les économies de coûts ou les efficacités sur le plan de l'exploitation, devant découler des investissements de la société dans d'importantes initiatives qui appuient ses priorités stratégiques;
- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession économique ou des fluctuations des taux d'inflation ou de déflation, des taux d'emploi et d'endettement des ménages, des taux d'intérêt, des cours de change ou des cours des dérivés et des marchandises;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives;
- les dénouements défavorables d'actions en justice ou de démarches réglementaires et questions connexes;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation, y compris les problèmes avec des fournisseurs, tant sur les marchés bien établis que sur les marchés en développement;
- l'incapacité de la société de gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et de contrôler les pertes.

Cette liste des facteurs qui pourraient toucher les énoncés prospectifs de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge actuellement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Ces autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada (les « autorités en valeurs mobilières »), y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique « Risques » de la notice annuelle 2016 de la société (pour l'exercice clos le 31 décembre 2016). Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, la société ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les présents énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement.

2. Indicateurs de performance financière clés¹⁾

La société s'est donné des indicateurs de performance financière clés pour mesurer l'atteinte de ses objectifs à court terme et à long terme. Certains de ces indicateurs de performance financière clés sont présentés ci-dessous :

Au 25 mars 2017 et au 26 mars 2016 et pour les périodes closes à ces dates (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 ⁵⁾ (12 semaines)
Chiffres consolidés :		
Augmentation des produits	0,2 %	3,3 %
Résultat d'exploitation	492 \$	436 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	865	829
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %	8,0 %
Bénéfice net	232 \$	187 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	233	196
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	230	193
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	364	338
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,57 \$	0,47 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	0,90 \$	0,82 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	1 395 \$	1 315 \$
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	379	813
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	77	512
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	1,7x	2,0x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	13,3 %	11,5 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ²⁾	9,0 %	7,8 %
Secteur Vente au détail :		
(Diminution) augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	(1,2) %	2,0 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	0,9 %	6,3 %
Résultat d'exploitation	446 \$	393 \$
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	2 844	2 777
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	28,0 %	27,3 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	811 \$	780 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,0 %	7,7 %
Secteur Services financiers⁴⁾ :		
Bénéfice avant impôt sur le résultat	25 \$	28 \$
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,8 %	14,0 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,1 %	4,5 %
Secteur Propriétés de Choix⁴⁾ :		
Bénéfice net (perte nette)	24 \$	(132) \$
Fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	109	103

3. Résultats d'exploitation consolidés

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	10 401 \$	10 381 \$	20 \$	0,2 %
Résultat d'exploitation	492	436	56	12,8 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	865	829	36	4,3 %
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %	8,0 %		
Amortissements des immobilisations corporelles et	360 \$	368 \$	(8) \$	(2,2) %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	161	157	4	2,5 %
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	125	125	—	— %
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	135	128	7	5,5 %
Montant ajusté du taux d'impôt ²⁾	26,9 %	27,8 %		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	233 \$	196 \$	37 \$	18,9 %
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société¹⁾	230	193	37	19,2 %
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	364	338	26	7,7 %
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,57 \$	0,47 \$	0,10 \$	21,3 %
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	0,90	0,82	0,08	9,8 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation - dilué (en millions)	403,2	412,6		

i) Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société correspond au bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, déduction faite des dividendes déclarés sur les actions privilégiées de deuxième rang, série B, de la société.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société s'est établi à 230 millions de dollars (0,57 \$ par action ordinaire) au premier trimestre de 2017, en hausse de 37 millions de dollars (0,10 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016. Cette hausse découle de l'amélioration de 26 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 11 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de certains éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 26 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation (0,06 \$ par action ordinaire), attribuable essentiellement aux facteurs suivants :
 - le secteur Vente au détail (si l'on ne tient pas compte de l'incidence de la consolidation des franchises), qui reflète la baisse des frais de vente et charges générales et administratives et le maintien d'une marge brute stable malgré l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques sur le chiffre d'affaires;
 - l'incidence favorable d'une diminution des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuable principalement à une modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements au deuxième trimestre de 2016.
- l'incidence favorable nette de 11 millions de dollars (0,02 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, de certains éléments d'ajustement, dont l'incidence d'un avis de cotisation de 7 millions de dollars (0,02 \$ par action ordinaire) concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice antérieur.
- le bénéfice net dilué par action ordinaire reflète également l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires (0,02 \$ par action ordinaire).

Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ a augmenté de 26 millions de dollars (0,08 \$ par action ordinaire) au premier trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 364 millions de dollars (0,90 \$ par action ordinaire), en raison de l'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires dont il est question ci-dessus.

Produits

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Vente au détail	10 166 \$	10 154 \$	12 \$	0,1 %
Services financiers	210	207	3	1,4 %
Propriétés de Choix	203	192	11	5,7 %
Consolidation et éliminations	(178)	(172)	(6)	
Produits	10 401 \$	10 381 \$	20 \$	0,2 %

Les produits ont augmenté de 20 millions de dollars au premier trimestre de 2017 comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 10 401 millions de dollars, en raison essentiellement de l'augmentation de 12 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a diminué de 65 millions de dollars par suite essentiellement de la diminution du chiffre d'affaires des magasins comparables, qui tient compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques.

Résultat d'exploitation Le résultat d'exploitation a augmenté de 56 millions de dollars au premier trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 492 millions de dollars. Cette hausse découle de l'amélioration de 41 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 15 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de certains éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 41 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation, attribuable au secteur Vente au détail, y compris la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, la diminution des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, le maintien d'une marge brute stable malgré l'incidence du moment du jour de l'An et de Pâques sur le chiffre d'affaires et l'incidence favorable de la consolidation des franchises;
- l'incidence favorable nette de 15 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de certains éléments d'ajustement, dont l'incidence d'un avis de cotisation de 10 millions de dollars concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent.

Montant ajusté du BAIIA²⁾

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Vente au détail	811 \$	780 \$	31 \$	4,0 %
Services financiers	42	44	(2)	(4,5) %
Propriétés de Choix	237	136	101	74,3 %
Consolidation et éliminations	(225)	(131)	(94)	
Montant ajusté du BAIIA²⁾	865 \$	829 \$	36 \$	4,3 %

Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 36 millions de dollars au premier trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 865 millions de dollars. L'augmentation s'explique essentiellement par la performance du secteur Vente au détail, notamment par la diminution des frais de vente et charges générales et administratives, par le maintien d'une marge brute stable malgré l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques sur le chiffre d'affaires et par l'incidence favorable de la consolidation des franchises.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Au premier trimestre de 2017, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 8 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 360 millions de dollars, en raison essentiellement d'une modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements au deuxième trimestre de 2016, en partie contrebalancée par une augmentation de l'amortissement lié à la consolidation des franchises. Au premier trimestre de 2017, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles tiennent compte de l'amortissement de 121 millions de dollars (124 millions de dollars en 2016) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	161 \$	157 \$	4 \$	2,5 %
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie	(36)	(32)	(4)	
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	125 \$	125 \$	— \$	— %

Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont augmenté de 4 millions de dollars au premier trimestre de 2017 comparativement à celles inscrites au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 161 millions de dollars. L'augmentation des charges d'intérêts nettes et autres charges financières reflète essentiellement l'incidence, d'un exercice à l'autre, de la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 4 millions de dollars. Le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières²⁾ est demeuré inchangé comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016 et il tient compte de ce qui suit :

- une diminution des charges d'intérêts du secteur Vente au détail attribuable au remboursement de billets à moyen terme au deuxième trimestre de 2016; facteur en partie contrebalancé par :
- une augmentation des charges d'intérêts de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix ») attribuable à une hausse des prélèvements effectués sur ses facilités de crédit et à un profit sur le règlement de contrats à terme sur obligations au premier trimestre de 2016.

Impôt sur le résultat

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Impôt sur le résultat	99 \$	92 \$	7 \$	7,6 %
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt	36	39	(3)	
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	(3)	3	
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	135 \$	128 \$	7 \$	5,5 %
Taux d'impôt effectif	29,9 %	33,0 %		
Montant ajusté du taux d'impôt ²⁾	26,9 %	27,8 %		

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 29,9 % au premier trimestre de 2017, comparativement à 33,0 % au premier trimestre de 2016. La diminution du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à une diminution de certains éléments non déductibles et à une diminution de la charge d'impôt différé qui a découlé de l'incidence d'une charge inscrite pour l'exercice précédent et liée à la réévaluation de passifs d'impôt différé attribuable à l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi au Nouveau-Brunswick de 12 % à 14 % qui a été promulguée au premier trimestre de 2016.

Au premier trimestre de 2017, le montant ajusté du taux d'impôt²⁾ s'est établi à 26,9 %, comparativement à 27,8 % au premier trimestre de 2016. La diminution du montant ajusté du taux d'impôt est essentiellement attribuable à une diminution de certains autres éléments non déductibles.

4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter, dont toutes les principales activités sont exercées au Canada :

- Le secteur Vente au détail comprend principalement les magasins d'alimentation au détail détenus par la société et par des franchisés et les pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires, ainsi que les pharmacies situées en magasin et les produits de soins de santé et de beauté, les postes d'essence, ainsi que les vêtements et autres articles de marchandise générale. Ce secteur se compose de plusieurs secteurs d'exploitation qui sont regroupés principalement en raison de la nature similaire des produits et services qu'ils offrent dans les activités de vente au détail et à la clientèle;
- Le secteur Services financiers englobe les services de cartes de crédit, les programmes de fidélisation, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications;
- Le secteur Propriétés de Choix détient, gère et aménage des immeubles de commerces de détail et des immeubles commerciaux partout au Canada. L'information relative au secteur Propriétés de Choix qui est présentée ci-dessous reflète les méthodes comptables de Propriétés de Choix, qui peuvent différer de celles de la société consolidée. Les différences de méthodes sont éliminées sous l'en-tête Consolidation et éliminations.

4.1 Secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Chiffre d'affaires	10 166 \$	10 154 \$	12 \$	0,1 %
Résultat d'exploitation	446	393	53	13,5 %
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	2 844	2 777	67	2,4 %
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	28,0 %	27,3 %		
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	811 \$	780 \$	31 \$	4,0 %
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,0 %	7,7 %		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	352 \$	362 \$	(10) \$	(2,8) %

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)		2016 (12 semaines)	
	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables
Secteur de l'alimentation au détail	7 393 \$	(1,2) %	7 390 \$	2,0 %
Secteur des pharmacies au détail	2 773	0,9 %	2 764	6,3 %
Médicaments sur ordonnance	1 343	1,3 %	1 313	4,2 %
Produits de l'avant du magasin	1 430	0,6 %	1 451	8,2 %

Au premier trimestre de 2017, le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation, le montant ajusté de la marge brute²⁾, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, le montant ajusté du BAIIA²⁾ et le montant ajusté de la marge du BAIIA²⁾ rendent compte de l'incidence de la consolidation des franchises, tel qu'il est indiqué à la rubrique « Autres questions liées au secteur Vente au détail ».

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail s'est établi à 10 166 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en hausse de 12 millions de dollars comparativement à celui du premier trimestre de 2016. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a diminué de 65 millions de dollars, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a diminué de 2,1 % pour le trimestre (augmentation de 2,6 % en 2016) si l'on ne tient pas compte de l'augmentation de 0,9 % liée aux postes d'essence (diminution de 0,6 % en 2016). Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail rend compte des investissements affectés à la promotion dans le secteur de l'alimentation au détail et il est demeuré relativement inchangé si l'on ne tient pas compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques. Si l'on tient compte des postes d'essence, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a diminué de 1,2 % (augmentation de 2,0 % en 2016).
 - Le chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires et des médicaments sur ordonnance a été négligeable et il tient compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques;
 - Le chiffre d'affaires tiré des postes d'essence a été solide;
 - L'indice interne moyen trimestriel du prix des aliments du secteur de l'alimentation au détail de la société a reculé et a été comparable (modérément supérieur en 2016) à la déflation nationale moyenne trimestrielle du prix des aliments de 3,9 % (inflation de 4,3 % en 2016), calculée selon l'indice des prix à la consommation des aliments achetés au magasin (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de la société.
- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 0,9 % (6,3 % en 2016). Si l'on ne tient pas compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté d'environ 2,5 %.
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance a augmenté de 1,3 % (4,2 % en 2016). Le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 2,9 % (4,1 % en 2016). Si l'on tient compte seulement des magasins comparables, le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 2,5 % (3,9 % en 2016) et, d'un exercice à l'autre, la valeur moyenne des ordonnances a diminué de 1,3 % (augmenté de 0,6 % en 2016). Si l'on ne tient pas compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques, le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance a augmenté d'environ 1,4 %.
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin a augmenté de 0,6 % (8,2 % en 2016). Si l'on ne tient pas compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques, le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin a augmenté d'environ 3,6 %.
- Au cours des 12 derniers mois, 28 magasins du secteur de l'alimentation et du secteur des pharmacies ont ouvert leurs portes et 29 les ont fermées, ce qui a donné lieu à une augmentation nette de la superficie en pieds carrés du secteur Vente au détail de 0,3 million de pieds carrés, ou 0,4 %.

Résultat d'exploitation Le résultat d'exploitation a augmenté de 53 millions de dollars au premier trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 446 millions de dollars. Cette hausse découle de l'amélioration de 38 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 15 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de certains éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 38 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, la diminution des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, le maintien d'une marge brute stable malgré l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques sur le chiffre d'affaires ainsi que l'incidence favorable de la consolidation des franchises;
- l'incidence favorable nette de 15 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, de certains éléments d'ajustement, dont l'incidence d'un avis de cotisation de 10 millions de dollars concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent.

Montant ajusté de la marge brute²⁾ Le montant ajusté de la marge brute²⁾ s'est établi à 2 844 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en hausse de 67 millions de dollars comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 28,0 %, en hausse de 70 points de base comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute²⁾ a diminué de 13 millions de dollars, en raison essentiellement de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques sur le chiffre d'affaires. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, s'est établi à 27,0 %, en hausse de 10 points de base comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016. L'augmentation du montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ est attribuable aux marges du secteur des pharmacies au détail, en partie contrebalancées par l'incidence des investissements affectés à la promotion dans le secteur de l'alimentation au détail.

Montant ajusté du BAIIA²⁾ Le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 811 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en hausse de 31 millions de dollars par rapport à celui inscrit au premier trimestre de 2016, en raison de l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par une augmentation de 36 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont augmenté de 40 points de base comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 20,0 %. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, les frais de vente et charges générales et administratives ont diminué de 31 millions de dollars et, exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, ils ont augmenté de 10 points de base comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 19,0 %, en raison des facteurs suivants :

- l'incidence positive des fermetures de magasins et des dessaisissements effectués au deuxième trimestre de 2016;
- les variations favorables de la valeur des investissements de la société dans ses magasins franchisés; facteurs en partie contrebalancés par :
- l'incidence défavorable du moment du jour de l'An et de Pâques sur le secteur de l'alimentation au détail et le secteur des pharmacies au détail.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 352 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en baisse de 10 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2016, en raison essentiellement d'une modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements au deuxième trimestre de 2016, en partie contrebalancée par une augmentation de l'amortissement lié à la consolidation des franchises. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles au premier trimestre de 2017 tiennent compte de l'incidence de l'amortissement de 121 millions de dollars (124 millions de dollars en 2016) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix »).

Autres questions liées au secteur Vente au détail

Réseau de postes d'essence Après la clôture du premier trimestre, la société et Brookfield Business Partners L.P. (« Brookfield ») ont conclu une entente visant la vente des activités liées aux postes d'essence de la société en contrepartie d'environ 540 millions de dollars. La clôture de la transaction est conditionnelle à l'approbation du Bureau de la concurrence ainsi qu'au respect d'autres conditions de clôture habituelles et elle devrait avoir lieu au troisième trimestre de 2017. Par suite de cette transaction, Brookfield deviendra un partenaire stratégique de la société et continuera d'offrir le programme de fidélisation *PC Plus* de la société dans les postes d'essence. De plus, Brookfield exploitera dorénavant les postes d'essence sous la marque de carburant Mobil, qui sera officiellement lancée au Canada. La société a inscrit des immobilisations corporelles de 78 millions de dollars et des stocks de 11 millions de dollars, liés aux activités de postes d'essence, dans les actifs détenus en vue de la vente. De plus, la société a classé des créiteurs et charges à payer connexes de 49 millions de dollars qui seront repris par l'acheteur à titre de passifs détenus en vue de la vente. Aucune perte de valeur ni autre charge n'a été comptabilisée à l'égard des actifs nets des activités des postes d'essence. En 2016, ces activités ont généré des ventes d'environ 1 700 millions de litres d'essence et ont représenté un apport d'environ 1 500 millions de dollars au chiffre d'affaires. Compte tenu de la perte du bénéfice découlant des activités des postes d'essence et de l'engagement soutenu de la société de financer certains programmes de fidélisation, l'incidence annuelle prévue sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ devrait être de l'ordre de 80 millions de dollars, sur la base des données de 2016.

Consolidation des franchises La société détient plus de 500 magasins franchisés d'alimentation au détail. À la clôture du premier trimestre de 2017, 225 de ces magasins avaient été consolidés aux fins comptables aux termes d'un nouveau contrat de franchise simplifié (le « contrat de franchise ») qui est entré en vigueur en 2015.

La société convertira les franchises existantes au contrat de franchise à l'expiration de leur contrat actuellement en vigueur, après quoi toutes les franchises auront été consolidées. Le tableau qui suit présente l'incidence totale de la consolidation des franchises dont rendent compte les résultats consolidés de la société.

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)
Nombre de magasins franchisés consolidés à l'ouverture de la période	200	85
Ajouter : Nombre net de magasins franchisés consolidés pendant la période	25	30
Nombre de magasins franchisés consolidés à la clôture de la période	225	115
Chiffre d'affaires	141 \$	64 \$
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	139	59
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	7	(6)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	9	4
Perte d'exploitation	(2)	(10)
Perte nette attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(9)

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société n'est pas touché de manière importante par la perte d'exploitation présentée dans le tableau ci-dessus, puisque les pertes inscrites à cet effet sont surtout attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

La société s'attend à ce que les nouvelles franchises consolidées et les franchises actuellement consolidées donnent lieu à des produits d'environ 680 millions de dollars, à un montant ajusté du BAIIA²⁾ d'environ 55 millions de dollars, à des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles d'environ 45 millions de dollars et à un bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle d'environ 10 millions de dollars pour l'exercice 2017.

4.2 Secteur Services financiers⁴⁾

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	210 \$	207 \$	3 \$	1,4 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	25	28	(3)	(10,7) %

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Variation (en \$)	Variation (en %)
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 808 \$	2 692 \$	116 \$	4,3 %
Créances sur cartes de crédit	2 689	2 594	95	3,7 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	49	53	(4)	(7,5) %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,8 %	14,0 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,1 %	4,5 %		

Produits Les produits se sont établis à 210 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en hausse de 3 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2016, en raison essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des produits d'intérêts et des commissions d'interchange nettes attribuable à la croissance du portefeuille de cartes de crédit;
- l'augmentation du chiffre d'affaires attribuable aux kiosques La Boutique Mobile.

Bénéfice avant impôt sur le résultat Le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 25 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en baisse de 3 millions de dollars comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016, en raison essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des coûts liés au programme de fidélisation du secteur Services financiers;
- l'augmentation des charges d'exploitation; facteurs en partie contrebalancés par :
- l'augmentation des produits dont il est question ci-dessus;
- la diminution des pertes sur créances qui a découlé du solide rendement en matière de crédit du portefeuille.

Créances sur cartes de crédit Au 25 mars 2017, les créances sur cartes de crédit s'établissaient à 2 689 millions de dollars, en hausse de 95 millions de dollars comparativement à celles inscrites au 26 mars 2016, en raison essentiellement de la croissance de la clientèle active qui a découlé des investissements soutenus au chapitre de l'acquisition de clients et des initiatives en matière de commercialisation et de produits. Au 25 mars 2017, le compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit s'établissait à 49 millions de dollars, en baisse de 4 millions de dollars comparativement au 26 mars 2016, en raison du solide rendement en matière de crédit du portefeuille.

4.3 Secteur Propriétés de Choix⁴⁾

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	203 \$	192 \$	11 \$	5,7 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	213	268	(55)	(20,5) %
Bénéfice net (perte nette) ¹⁾	24	(132)	156	118,2 %
Fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	109	103	6	5,8 %

i) Propriétés de Choix est classée comme une « fiducie de fonds commun de placement » aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et, par conséquent, le bénéfice net (la perte nette) est équivalent au bénéfice avant impôt sur le résultat.

Produits Les produits se sont établis à 203 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en hausse de 11 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2016, et ils tiennent compte d'un montant de 178 millions de dollars (172 millions de dollars en 2016) se rapportant aux locataires du secteur Vente au détail. L'augmentation des produits découle essentiellement de ce qui suit :

- les produits tirés des immeubles acquis en 2016 et en 2017;
- les produits supplémentaires tirés de l'ouverture de magasins par des locataires dans des immeubles locatifs nouvellement aménagés;
- l'augmentation des loyers de base d'immeubles existants.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières se sont établies à 213 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en baisse de 55 millions de dollars comparativement à celles inscrites au premier trimestre de 2016, en raison essentiellement de la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite, en partie contrebalancée par la hausse des charges d'intérêts attribuable à l'augmentation du montant prélevé sur les facilités de crédit et le profit au règlement de contrats à terme sur obligations au premier trimestre de 2016.

Bénéfice net (perte nette) Le bénéfice net a augmenté de 156 millions de dollars au premier trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 24 millions de dollars. L'augmentation découle essentiellement de ce qui suit :

- la variation de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement;
- la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite;
- les résultats d'exploitation supplémentaires nets tirés des acquisitions et de l'ouverture de magasins par des locataires dans des immeubles locatifs nouvellement aménagés;
- l'augmentation des loyers de base d'immeubles existants.

Fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ Les fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ ont augmenté de 6 millions de dollars au premier trimestre de 2017 comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2016 pour s'établir à 109 millions de dollars, en raison essentiellement du plus grand apport des activités d'exploitation des immeubles, en partie contrebalancé par la hausse des charges d'intérêts attribuable à l'augmentation du montant prélevé sur les facilités de crédit et le profit au règlement de contrats à terme sur obligations au premier trimestre de 2016.

Autres questions Au premier trimestre de 2017, Propriétés de Choix a acquis deux immeubles de placement auprès de tiers pour un prix d'achat combiné d'environ 10 millions de dollars, à l'exclusion des coûts d'acquisition, prix qui a été entièrement réglé en trésorerie.

5. Situation de trésorerie et sources de financement

5.1 Flux de trésorerie

Principales composantes des flux de trésorerie

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 314 \$	1 018 \$	296 \$	29,1 %
Entrées (sorties) nettes liées aux :				
Activités d'exploitation	379	813	(434)	(53,4) %
Activités d'investissement	(251)	(134)	(117)	(87,3) %
Activités de financement	(404)	(449)	45	10,0 %
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	—	(5)	5	100,0 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 038 \$	1 243 \$	(205) \$	(16,5) %

Entrées nettes liées aux activités d'exploitation Les activités d'exploitation se sont soldées par des entrées nettes de 379 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en baisse de 434 millions de dollars comparativement à celles inscrites au premier trimestre de 2016, en raison essentiellement d'une variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement attribuable à une diminution des fournisseurs et autres passifs et à une augmentation de l'impôt sur le résultat payé.

Sorties nettes liées aux activités d'investissement Les activités d'investissement se sont soldées par des sorties nettes de 251 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en hausse de 117 millions de dollars comparativement à celles inscrites au premier trimestre de 2016, ce qui s'explique essentiellement par une augmentation des placements à court terme.

Dépenses d'investissement et activités relatives aux magasins

Au 25 mars 2017 et au 26 mars 2016 ou pour les périodes closes à ces dates	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en %)
Dépenses d'investissement (en millions de dollars canadiens)	154 \$	157 \$	(1,9) %
Superficie des magasins détenus par la société (en millions de pieds carrés)	35,7	36,0	(0,8) %
Superficie des magasins franchisés (en millions de pieds carrés)	16,3	15,8	3,2 %
Superficie des pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires (en millions de pieds carrés)	18,1	18,0	0,6 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	70,1	69,8	0,4 %
Nombre de magasins détenus par la société	564	585	(3,6) %
Nombre de magasins franchisés	532	522	1,9 %
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires	1 324	1 314	0,8 %
Nombre total de magasins	2 420	2 421	— %
Biens immobiliers détenus par la société (en pourcentage)	72 %	72 %	
Biens immobiliers détenus par des franchisés (en pourcentage)	47 %	47 %	
Biens immobiliers détenus par les pharmaciens-proprétaires (en pourcentage)	1 %	2 %	
Superficie moyenne (en pieds carrés)			
Magasins détenus par la société	63 300	61 500	2,9 %
Magasins franchisés	30 600	30 300	1,0 %
Pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires	13 700	13 700	— %

Sorties nettes liées aux activités de financement Les activités de financement se sont soldées par des sorties nettes de 404 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en baisse de 45 millions de dollars comparativement à celles inscrites au premier trimestre de 2016. Cette baisse découle essentiellement de la diminution du nombre d'actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la société au premier trimestre de 2017.

Les opérations importantes touchant la dette à long terme de la société sont décrites à la rubrique 5.3, « Composantes de la dette totale ».

Flux de trésorerie disponibles²⁾

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	77 \$	512 \$	(435) \$	(85,0) %

Les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 77 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en baisse de 435 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au premier trimestre de 2016, en raison essentiellement de la diminution des entrées nettes liées aux activités d'exploitation au premier trimestre de 2017 dont il est question ci-dessus.

5.2 Situation de trésorerie et structure du capital

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur des facilités de crédit engagées lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités au cours des 12 prochains mois, y compris le fonds de roulement, les exigences de capitalisation des régimes de retraite et les obligations financières. Propriétés de Choix prévoit obtenir du financement à long terme, en vue de l'acquisition de propriétés faisant augmenter sa valeur, essentiellement en émettant des titres de capitaux propres et des débetures non garanties.

La société gère la structure de son capital en fonction de chacun de ses secteurs d'exploitation à présenter de manière à s'assurer que cette structure convienne au domaine dans lequel chaque secteur exerce ses activités. Le tableau qui suit présente le total de la dette sur laquelle la direction exerce un suivi, par secteur d'exploitation à présenter :

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017				Au 26 mars 2016				Au 31 décembre 2016			
	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ⁽⁴⁾	Propriétés de Choix ⁽⁴⁾	Total
Dettes bancaires	254 \$	— \$	— \$	254 \$	291 \$	— \$	— \$	291 \$	115 \$	— \$	— \$	115 \$
Dettes à court terme	—	465	—	465	—	350	—	350	—	665	—	665
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	56	146	1	203	583	100	1	684	56	142	202	400
Dettes à long terme	5 985	1 427	3 326	10 738	5 985	1 348	3 062	10 395	6 019	1 436	3 015	10 470
Certains autres passifs	31	—	—	31	32	—	—	32	31	—	—	31
Total de la dette	6 326 \$	2 038 \$	3 327 \$	11 691 \$	6 891 \$	1 798 \$	3 063 \$	11 752 \$	6 221 \$	2 243 \$	3 217 \$	11 681 \$

Secteur Vente au détail La société gère la structure de son capital de manière à ce que le secteur Vente au détail affiche des paramètres de crédit cadrant avec ceux de détaillants dont les notations sont élevées. La société suit de près le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA⁽²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle, mesure qui lui permet d'évaluer le niveau d'endettement.

	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Au 31 décembre 2016
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ⁽²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	1,7x	2,0x	1,7x

Le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA⁽²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle au 25 mars 2017 est demeuré inchangé comparativement à celui inscrit au 31 décembre 2016, et il a diminué comparativement à celui inscrit au 26 mars 2016 en raison essentiellement de la croissance du montant ajusté du BAIIA⁽²⁾ et du remboursement de billets à moyen terme de 525 millions de dollars qui sont arrivés à échéance au deuxième trimestre de 2016.

Banque le Choix du Président Les objectifs de gestion du capital de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC ») consistent à systématiquement maintenir une assise financière solide tout en tenant compte des risques économiques auxquels l'expose son portefeuille de créances sur cartes de crédit et à satisfaire à toutes les exigences réglementaires qui sont définies par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »).

Secteur Propriétés de Choix Propriétés de Choix gère la structure de son capital de manière à maintenir des paramètres de crédit cadrant avec ceux de fiducies de placement immobilier (« FPI ») dont les notations sont élevées. Propriétés de Choix suit de près les paramètres pertinents au secteur des FPI, ce qui inclut de cibler un ratio de la dette sur le total des actifs approprié.

La société et Propriétés de Choix sont tenues de respecter certaines clauses restrictives de nature financière au titre de divers instruments d'emprunt. La société et Propriétés de Choix respectaient ces clauses restrictives au 25 mars 2017 et les ont respectées tout au long du premier trimestre. Au 25 mars 2017 et tout au long du premier trimestre, la Banque PC respectait toutes les exigences réglementaires.

Prospectus préalable de base simplifié Après la clôture du premier trimestre de 2017, la société a reçu l'autorisation de son conseil d'administration (le « Conseil ») de déposer un prospectus préalable de base simplifié visant l'émission éventuelle de débentures non garanties ou d'actions privilégiées d'au plus 2 milliards de dollars, sous réserve de la disponibilité de capitaux sur les marchés financiers.

5.3 Composantes de la dette totale

Débentures et billets à moyen terme Le tableau qui suit présente un résumé des débentures et des billets à moyen terme émis au cours des premiers trimestres de 2017 et de 2016 :

			25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital
Débentures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix				
– Série G	3,20 %	7 mars 2023	— \$	250 \$
– Série H	5,27 %	7 mars 2046	—	100
Total des débentures et des billets à moyen terme émis			— \$	350 \$

Le tableau qui suit présente un résumé des débentures et des billets à moyen terme remboursés au cours des premiers trimestres de 2017 et de 2016 :

			25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital
Débentures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 6				
	3,00 %	20 avril 2017 ⁱ⁾	200 \$	— \$
Débentures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 5				
	3,00 %	20 avril 2016 ⁱⁱ⁾	—	300
Total des débentures et des billets à moyen terme remboursés			200 \$	300 \$

i) Les débentures non garanties de série 6 de Propriétés de Choix ont été rachetées le 23 janvier 2017.

ii) Les débentures non garanties de série 5 de Propriétés de Choix ont été rachetées le 7 mars 2016.

Facilités de crédit engagées Les composantes des lignes de crédit engagées au 25 mars 2017, au 26 mars 2016 et au 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Date d'échéance	Au 25 mars 2017		Au 26 mars 2016		Au 31 décembre 2016	
		Crédit disponible	Prélevé	Crédit disponible	Prélevé	Crédit disponible	Prélevé
Facilité de crédit engagée de Loblaw	10 juin 2021	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$
Facilité de crédit engagée de Propriétés de Choix conclue avec un consortium	5 juillet 2021	500	233	500	16	500	172
Facilité de crédit bilatérale engagée de Propriétés de Choix	21 décembre 2018	250	250	—	—	250	—
Total des lignes de crédit engagées		1 750 \$	483 \$	1 500 \$	16 \$	1 750 \$	172 \$

Fiducies de titrisation indépendantes La société, par l'intermédiaire de la Banque PC, participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille sa participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Fiducie cartes de crédit Eagle^{MD}* et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants titrisés auprès de fiducies de titrisation indépendantes :

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Au 31 décembre 2016
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances titrisées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle^{MD}</i>	650 \$	650 \$	650 \$
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	465	350	665
Total des créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes	1 115 \$	1 000 \$	1 315 \$

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours, et elle se conformait à cette exigence au 25 mars 2017 et s'y est conformée tout au long du premier trimestre de 2017.

Fiducies de financement indépendantes Au 25 mars 2017, les fiducies de financement indépendantes avaient prélevé 560 millions de dollars (547 millions de dollars au 26 mars 2016; 587 millions de dollars au 31 décembre 2016) sur la facilité de crédit engagée renouvelable qui constitue la source de financement des fiducies de financement indépendantes. La société accorde un rehaussement de crédit sous forme de lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes. Au 25 mars 2017, la société a accepté d'accorder un rehaussement de crédit de 64 millions de dollars (58 millions de dollars au 26 mars 2016) en faveur des fiducies de financement indépendantes correspondant à au moins 10 % (10 % en 2016) du capital des prêts en cours.

5.4 Situation financière

Montant ajusté du rendement des capitaux propres²⁾ sur une base annuelle et montant ajusté du rendement du capital²⁾ sur une base annuelle

	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016 ⁵⁾	Au 31 décembre 2016
Montant ajusté du rendement des capitaux propres ²⁾ sur une base annuelle	13,3 %	11,5 %	12,9 %
Montant ajusté du rendement du capital ²⁾ sur une base annuelle	9,0 %	7,8 %	8,8 %

Le montant ajusté du rendement des capitaux propres²⁾ sur une base annuelle au 25 mars 2017 a augmenté comparativement aux montants inscrits au 26 mars 2016 et au 31 décembre 2016, en raison essentiellement de l'augmentation du montant ajusté du bénéfice net et des actions ordinaires rachetées. Le montant ajusté du rendement du capital²⁾ sur une base annuelle au 25 mars 2017 a augmenté comparativement aux montants inscrits au 26 mars 2016 et au 31 décembre 2016, en raison essentiellement des facteurs mentionnés ci-dessus et de la diminution de la dette au cours des 12 derniers mois.

5.5 Notation

Après la clôture du premier trimestre de 2017, Standard & Poor's a confirmé les notes et les perspectives pour la société.

Le tableau qui suit présente les notes actuelles de la société :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Note	Tendance	Note	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Billets à moyen terme	BBB	Positive	BBB	s. o.
Autres billets et débentures	BBB	Positive	BBB	s. o.
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	Pfd-3	Positive	P-3 (élevé)	s. o.

Le tableau qui suit présente les notes actuelles de Propriétés de Choix :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Note	Tendance	Note	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Débentures non garanties de premier rang	BBB	Positive	BBB	s. o.

5.6 Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes présentées :

	25 mars 2017		26 mars 2016	
	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)				
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	400 829 870	7 713 \$	409 985 226	7 861 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	224 875	10	731 214	32
Rachetées et annulées	(2 703 493)	(52)	(3 392 000)	(65)
Émises et en circulation à la clôture de la période	398 351 252	7 671 \$	407 324 440	7 828 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(1 105 620)	(21) \$	(643 452)	(10) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	(686 000)	(13)	(1 250 000)	(24)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR	6 489	—	706 134	12
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(1 785 131)	(34) \$	(1 187 318)	(22) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	396 566 121	7 637 \$	406 137 122	7 806 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie	399 454 993		409 012 769	

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente les activités de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours des périodes à l'étude :

	25 mars 2017	26 mars 2016
	(12 semaines)	(12 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)		
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	2 703 493	3 392 000
Contrepartie en trésorerie payée	192 \$	231 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	140	166
Diminution du capital social ordinaire	52	65
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	686 000	1 250 000
Contrepartie en trésorerie payée	48 \$	90 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	35	66
Diminution du capital social ordinaire	13	24

Après la clôture du premier trimestre de 2017, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX ») ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 21 016 472 de ses actions ordinaires, soit environ 10 % du flottant. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition.

Dividendes Le tableau qui suit résume les dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés pour les périodes closes aux dates indiquées :

	25 mars 2017ⁱ⁾ (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Dividendes déclarés par action (en dollars) :		
Actions ordinaires	0,26 \$	0,25 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	0,33125 \$	0,33125 \$

i) Les dividendes déclarés de 0,26 \$ par action ordinaire au premier trimestre de 2017 ont été payés le 1^{er} avril 2017, tandis que les dividendes déclarés de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, au premier trimestre de 2017 ont été payés le 31 mars 2017.

(en millions de dollars canadiens)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Dividendes déclarés :		
Actions ordinaires	104 \$	102 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	3	3
Total des dividendes déclarés	107 \$	105 \$

Après la clôture du premier trimestre de 2017, le Conseil a déclaré un dividende trimestriel de 0,27 \$ par action ordinaire à payer le 1^{er} juillet 2017 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2017, soit une augmentation de 3,8 %, et un dividende de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, à payer le 30 juin 2017 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2017.

5.7 Arrangements hors bilan

La société a recours à des arrangements hors bilan, notamment des lettres de crédit, des garanties et des garanties sous forme de trésorerie, dans le cadre de certaines obligations. Aucun changement important n'a été apporté aux arrangements hors bilan de la société au premier trimestre de 2017. Voir la rubrique 7.7, « Arrangements hors bilan », du Rapport annuel 2016 de la société pour une analyse des principaux arrangements hors bilan de la société.

6. Instruments financiers dérivés

La société a recours à des instruments dérivés pour atténuer certains des risques financiers auxquels elle est exposée. La société a recours à des contrats à terme sur obligations et à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions futures de titres de créance. La société n'a conclu aucun contrat à terme sur obligations ou swap de taux d'intérêt important au premier trimestre de 2017.

La société a également recours à des contrats à terme normalisés, à des contrats d'options et à des contrats à terme de gré à gré pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des prix des marchandises et des cours de change dans le cadre de ses activités sous-jacentes. Pour plus de précisions sur l'incidence qu'ont eue ces instruments en 2017, voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du présent rapport de gestion.

7. Résultats par trimestre

Conformément à une pratique comptable ayant cours dans le secteur du commerce de détail, la société suit un cycle de présentation de 52 semaines, qui passe périodiquement à un exercice de 53 semaines. Les exercices 2017 et 2016 comptaient 52 semaines. Le prochain exercice de 53 semaines sera l'exercice 2020. Le cycle de 52 semaines est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés Le tableau qui suit présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour chacun des huit derniers trimestres :

	Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre		Deuxième trimestre	
	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (16 semaines)	2015 (16 semaines)	2016 (12 semaines)	2015 ⁵⁾ (12 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)								
Produits	10 401 \$	10 381 \$	11 130 \$	10 865 \$	14 143 \$	13 946 \$	10 731 \$	10 535 \$
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	230	193	201	128	419	166	158	151
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	364	338	393	363	512	408	412	350
Bénéfice net par action ordinaire :								
De base (en dollars)	0,58 \$	0,47 \$	0,50 \$	0,31 \$	1,04 \$	0,40 \$	0,39 \$	0,37 \$
Dilué (en dollars)	0,57 \$	0,47 \$	0,50 \$	0,31 \$	1,03 \$	0,40 \$	0,39 \$	0,36 \$
Montant ajusté dilué du bénéfice net par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	0,90 \$	0,82 \$	0,97 \$	0,87 \$	1,26 \$	0,98 \$	1,01 \$	0,84 \$
(Déflation) inflation nationale moyenne du prix des aliments (évaluée par l'IPC)	(3,9) %	4,3 %	(2,3) %	4,1 %	0,2 %	3,8 %	1,8 %	3,9 %
(Diminution) augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	(1,2) %	2,0 %	1,1 %	2,4 %	0,8 %	1,3 %	0,4 %	2,1 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	0,9 %	6,3 %	3,4 %	5,0 %	2,8 %	4,9 %	4,0 %	3,8 %

Produits Les produits des huit derniers trimestres ont été touchés par divers facteurs, dont les suivants :

- l'incidence du caractère saisonnier, qui est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre;
- le calendrier des jours fériés;
- l'incidence de la conjoncture macroéconomique sur les prix dans les secteurs de l'alimentation au détail et des pharmacies au détail;
- les fluctuations du prix de vente de l'essence des postes d'essence de la société;
- la consolidation des franchises;
- les variations de la superficie nette de vente au détail. Au cours des huit derniers trimestres, la superficie nette de vente au détail a augmenté de 0,1 million de pieds carrés pour atteindre 70,1 millions de pieds carrés, en raison essentiellement de l'ouverture de nouveaux magasins, en partie contrebalancée par le plan de fermeture de magasins de la société annoncé en 2015 et réalisé au premier semestre de 2016.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le bénéfice net dilué par action ordinaire des huit derniers trimestres ont été touchés par les éléments suivants :

- l'incidence du caractère saisonnier, qui est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre;
- le calendrier des jours fériés;
- les synergies nettes liées à l'acquisition;
- l'incidence du plan de fermeture de magasins de la société;
- l'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation de la société;
- l'incidence de certains éléments d'ajustement dont il est question à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », notamment :
 - la dépréciation d'actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail détenus en vue de la vente;
 - les charges de restructuration et autres charges connexes;
 - la conversion de magasins en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace conformément aux modalités des conventions collectives;
 - les modifications au taux d'impôt des sociétés prévu par la loi;
 - les pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société n'est pas touché de manière importante par la consolidation des franchises, puisque le résultat connexe inscrit à cet effet est surtout attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

8. Contrôle et interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir un système de contrôles et de procédures de communication de l'information de façon à fournir l'assurance raisonnable que toute information importante concernant la société et ses filiales est réunie et communiquée en temps opportun à la haute direction pour qu'elle soit en mesure de prendre des décisions éclairées à l'égard de ses communications publiques.

Il incombe également à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats de façon à fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des rapports financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. De plus, la direction doit faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière Aucun changement n'a été apporté au contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au premier trimestre de 2017 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

9. Risques d'entreprise et gestion des risques

Une liste complète détaillée des risques inhérents aux activités de la société est présentée dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et dans le rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2016 de la société, qui sont intégrés par renvoi au présent rapport de gestion. Le Rapport annuel 2016 ainsi que la notice annuelle 2016 de la société peuvent être consultés à www.sedar.com. Ces risques et ces stratégies de gestion des risques demeurent inchangés.

10. Normes comptables

Normes entrées en vigueur en 2017

Tableau des flux de trésorerie La société a mis en œuvre les modifications de l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, au premier trimestre de 2017 et a fourni des informations sur les variations des passifs liés à certaines activités de financement, y compris les variations résultant des flux de trésorerie, mais aussi les variations sans contrepartie de trésorerie, dans les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Modifications de normes comptables

Impôt sur le résultat En novembre 2016, l'IFRS Interpretations Committee a publié la décision à l'ordre du jour liée au mode attendu de recouvrement des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée lors de l'évaluation de l'impôt différé selon l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, et a clarifié son interprétation selon laquelle une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'a pas de durée d'utilité illimitée et que ses avantages économiques iront à une entité dans les périodes futures du fait de son utilisation et non uniquement de sa vente future. Par conséquent, il est approprié d'évaluer le passif d'impôt différé connexe au taux d'impôt sur le résultat applicable au revenu imposable ordinaire qui devrait s'appliquer au cours des exercices durant lesquels les différences temporaires devraient être recouvrées ou réglées. Les méthodes comptables de la société traduisaient un point de vue accepté selon lequel une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée sera recouvrée par le biais de sa sortie et utilisaient le taux d'impôt sur les gains en capital pour évaluer l'impôt sur le résultat différé lié à ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. La société a mis en œuvre cette directive au quatrième trimestre de 2016 rétrospectivement à titre de modification de méthodes comptables conformément à l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. L'incidence de cette modification se présente comme suit :

Bilans consolidés	Au
Augmentation (diminution)	26 mars 2016
(en millions de dollars canadiens)	
Goodwill	418 \$
Passifs d'impôt différé	458
Résultats non distribués	(40)

Ce changement n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net en 2016.

11. Perspectives³⁾

Loblaw demeure concentrée sur son cadre stratégique, qui vise à lui permettre d'avoir la meilleure offre dans les domaines des produits d'alimentation, de santé et de beauté, d'assurer l'excellence au chapitre de l'exploitation et de générer de la croissance. Ce cadre repose sur notre plan financier axé sur le maintien d'affaires stables. Cette stratégie vise un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et une marge brute stable, la génération d'efficacités afin de générer un levier d'exploitation et le remboursement de capital aux actionnaires.

Sur une base comparative d'un exercice complet à l'autre, malgré le contexte déflationniste actuel, la société prévoit ce qui suit en 2017 :

- la réalisation d'un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et d'une marge brute stable pour son secteur Vente au détail dans un marché de l'alimentation hautement concurrentiel, malgré les pressions négatives persistantes exercées par la réforme du réseau de la santé;
- l'augmentation du montant ajusté du bénéfice net;
- l'affectation d'environ 1,3 milliard de dollars au titre des dépenses d'investissement, dont 1,0 milliard de dollars pour son secteur Vente au détail;
- le remboursement de capital aux actionnaires au moyen de l'affectation d'une fraction importante des flux de trésorerie disponibles au rachat d'actions.

12. Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : la marge brute du secteur Vente au détail; le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail; le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail; le montant ajusté du bénéfice avant impôt sur le résultat, charges d'intérêts nettes et autres charges financières et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « montant ajusté du BAIIA »); le montant ajusté de la marge du BAIIA; le montant ajusté du résultat d'exploitation; le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières; le montant ajusté de l'impôt sur le résultat; le montant ajusté du taux d'impôt; le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires; le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire; les flux de trésorerie disponibles; le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle; le montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle; le montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ainsi que, dans le cas de Propriétés de Choix, les fonds provenant des activités d'exploitation. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-dessous.

La direction a recours à ces mesures et à d'autres mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents.

Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

Marge brute du secteur Vente au détail, montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail et montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail Le tableau qui suit présente le rapprochement des produits et du coût des marchandises vendues avec la marge brute par secteur, puis avec le montant ajusté de la marge brute par secteur. La société considère le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail comme une mesure utile l'aidant à évaluer la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail et à prendre des décisions à l'égard de ses activités courantes.

Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail correspond au montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail divisé par les produits du secteur Vente au détail.

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens)	2017 (12 semaines)					2016 (12 semaines)				
	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Consolidation et éliminations	Total	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Consolidation et éliminations	Total
Produits	10 166 \$	210 \$	203 \$	(178) \$	10 401 \$	10 154 \$	207 \$	192 \$	(172) \$	10 381 \$
Coût des marchandises vendues	7 322	18	—	—	7 340	7 378	16	—	—	7 394
Marge brute	2 844 \$	192 \$	203 \$	(178) \$	3 061 \$	2 776 \$	191 \$	192 \$	(172) \$	2 987 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :										
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Montant ajusté de la marge brute	2 844 \$	192 \$	203 \$	(178) \$	3 061 \$	2 777 \$	191 \$	192 \$	(172) \$	2 988 \$

Charges de restructuration et autres charges connexes La société évalue régulièrement ses initiatives de réduction des coûts ainsi que ses initiatives stratégiques liées à l'infrastructure de ses magasins, à ses réseaux de distribution et à son infrastructure administrative dans le but de s'assurer de maintenir une structure d'exploitation à faibles coûts. Des activités de restructuration liées à ces initiatives sont en cours.

Montant ajusté du résultat d'exploitation, montant ajusté du BAIIA et montant ajusté de la marge du BAIIA Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du montant ajusté du résultat d'exploitation et du montant ajusté du BAIIA avec le résultat d'exploitation, lequel fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net établi conformément aux PCGR qui est présenté dans les états consolidés résumés intermédiaires non audités des résultats pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016. La société considère le montant ajusté du BAIIA comme une mesure utile l'aidant à évaluer la performance de ses activités courantes et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

Le montant ajusté de la marge du BAIIA correspond au montant ajusté du BAIIA, divisé par les produits.

(en millions de dollars canadiens)	2017 (12 semaines)					2016 (12 semaines)				
	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société					233 \$					196 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Participations ne donnant pas le contrôle					(1)					(9)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières					161					157
Impôt sur le résultat					99					92
Résultat d'exploitation	446 \$	39 \$	237 \$	(230) \$	492 \$	393 \$	41 \$	136 \$	(134) \$	436 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :										
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	121	—	—	—	121	124	—	—	—	124
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	7	—	—	—	7	2	—	—	—	2
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	6	—	—	—	6	10	—	—	—	10
Avis de cotisation concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent	—	—	—	—	—	10	—	—	—	10
Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Éléments d'ajustement	134 \$	— \$	— \$	— \$	134 \$	149 \$	— \$	— \$	— \$	149 \$
Montant ajusté du résultat d'exploitation	580 \$	39 \$	237 \$	(230) \$	626 \$	542 \$	41 \$	136 \$	(134) \$	585 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	352	3	—	5	360	362	3	—	3	368
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(121)	—	—	—	(121)	(124)	—	—	—	(124)
Montant ajusté du BAIIA	811 \$	42 \$	237 \$	(225) \$	865 \$	780 \$	44 \$	136 \$	(131) \$	829 \$

Outre l'élément dont il est question ci-dessus à la section portant sur le montant ajusté de la marge brute²⁾ du secteur Vente au détail, le montant ajusté du BAIIA²⁾ a été touché par les éléments suivants :

Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix

L'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix en 2014 comprenait des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée d'environ 6 050 millions de dollars, qui sont amorties sur leur durée d'utilité estimée. L'amortissement annuel lié aux immobilisations incorporelles acquises s'établira à environ 525 millions de dollars jusqu'en 2024 et diminuera par la suite.

Achats de rentes et rachats de régimes de retraite La société procède à des achats de rentes et rachats de régimes de retraite ayant trait à d'anciens employés. Ces activités visent à réduire l'obligation de la société au titre des régimes à prestations définies et à atténuer les risques et la volatilité liés aux régimes de retraite.

Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change La société est exposée aux fluctuations des prix des marchandises et du cours de change du dollar américain. Conformément à sa politique de gestion du risque marchandises, la société a recours à des contrats à terme normalisés et à des contrats à terme de gré à gré négociés en Bourse pour atténuer la volatilité des prix du carburant et du cours de change du dollar américain. Ces instruments dérivés ne sont pas acquis à des fins de transaction ou de spéculation. Conformément aux méthodes comptables que la société utilise à l'égard de ses instruments dérivés, la variation de la juste valeur de ces instruments, qui comprend les profits et les pertes réalisés et latents, est comptabilisée dans le résultat d'exploitation. La comptabilisation de ces dérivés sur marchandises et de ces dérivés de change a une incidence sur les résultats présentés par la société; cependant, leur effet économique permet de réduire considérablement les risques connexes découlant des fluctuations des prix des marchandises et du cours de change et des engagements liés au dollar américain.

Avis de cotisation concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent Au premier trimestre de 2016, la province d'Ontario a adopté des modifications rétroactives à la *Loi sur les droits de cession immobilière*. Ces modifications s'appliquaient aux cessions immobilières entre deux parties liées ayant eu lieu le 19 juillet 1989 ou après cette date. Ces modifications ont eu une incidence sur certaines cessions immobilières entre la société et Propriétés de Choix au moment du premier appel public à l'épargne, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une charge de 10 millions de dollars dans les frais de vente et charges générales et administratives du secteur Vente au détail au premier trimestre de 2016.

Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises Chaque date de clôture, la société évalue s'il y a ou non dépréciation et, au besoin, inscrit des pertes de valeur ou des reprises de pertes de valeur comptabilisées précédemment au titre de la valeur comptable de ses immobilisations corporelles, de ses immeubles de placement et de ses immobilisations incorporelles.

Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières et des charges d'intérêts nettes et autres charges financières qui sont présentées dans les états consolidés résumés intermédiaires non audités des résultats pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016. La société considère le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance financière sous-jacente et pour la prise de décisions concernant ses activités de nature financière.

(en millions de dollars canadiens)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	161 \$	157 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :		
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie	(36)	(32)
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières	125 \$	125 \$

Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie La société est exposée aux fluctuations du cours de marché en raison des parts qui sont détenues par d'autres porteurs de parts que la société. Ces parts sont présentées à titre de passif au bilan consolidé résumé intermédiaire non audité de la société, puisqu'elles sont rachetables au gré du porteur pour une contrepartie en trésorerie, sous réserve de certaines restrictions. Ce passif est comptabilisé à la juste valeur chaque date de présentation de l'information financière selon le cours de marché des parts à la clôture de chaque période. Une augmentation (diminution) du cours de marché des parts de fiducie entraîne une augmentation (diminution) des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Montant ajusté de l'impôt sur le résultat et montant ajusté du taux d'impôt La société considère le montant ajusté de l'impôt sur le résultat comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)
Montant ajusté du résultat d'exploitation ⁱ⁾	626 \$	585 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ⁱ⁾	125	125
Montant ajusté du bénéfice avant impôt	501 \$	460 \$
Impôt sur le résultat	99 \$	92 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :		
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt ⁱⁱ⁾	36	39
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	(3)
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat	135 \$	128 \$
Taux d'impôt effectif	29,9 %	33,0 %
Montant ajusté du taux d'impôt	26,9 %	27,8 %

- i) Voir le rapprochement du montant ajusté du résultat d'exploitation et du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières présenté dans les tableaux ci-dessus.
- ii) Voir le tableau portant sur le montant ajusté du résultat d'exploitation, le montant ajusté du BAIIA et le montant ajusté de la marge du BAIIA, ainsi que le tableau présentant le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ci-dessus pour obtenir une liste exhaustive des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt.

Le montant ajusté du taux d'impôt correspond au montant ajusté de l'impôt sur le résultat, divisé par la somme du montant ajusté du résultat d'exploitation diminué des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi Les actifs et les passifs d'impôt différé de la société reflètent l'incidence des modifications des taux d'impôt provinciaux et fédéral des sociétés prévus par la loi, ce qui donne lieu à l'imposition d'une charge ou d'un avantage sur les bénéfices. La société applique toute modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi dans la période au cours de laquelle elle est quasi adoptée par l'instance législative.

Au premier trimestre de 2016, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé une augmentation de 2 % du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi dans cette province, qui est passé de 12 % à 14 %. La société a comptabilisé une charge de 3 millions de dollars au premier trimestre de 2016 en lien avec la réévaluation de ses passifs d'impôt différé.

Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires et montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire La société considère le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires et le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire comme des mesures utiles pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société avec le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ainsi qu'avec le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	233 \$	196 \$
Dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social	(3)	(3)
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	230 \$	193 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	233 \$	196 \$
Éléments d'ajustement (se reporter au tableau suivant)	134	145
Montant ajusté du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	367 \$	341 \$
Dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social	(3)	(3)
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	364 \$	338 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	403,2	412,6

Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et du montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire avec le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le bénéfice net dilué par action ordinaire établi conformément aux PCGR et présenté pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016.

(en millions de dollars canadiens / en dollars canadiens)	2017 (12 semaines)		2016 (12 semaines)	
	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire
Montant présenté	230 \$	0,57 \$	193 \$	0,47 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	89	0,22	91	0,22
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie ⁱ⁾	36	0,09	32	0,08
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	5	0,01	2	—
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	4	0,01	7	0,02
Avis de cotisation concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent	—	—	7	0,02
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	—	3	0,01
Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises	—	—	2	—
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	1	—
Éléments d'ajustement	134 \$	0,33 \$	145 \$	0,35 \$
Montant ajusté	364 \$	0,90 \$	338 \$	0,82 \$

i) Les profits ou les pertes au titre de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie ne sont pas assujettis à l'impôt.

Flux de trésorerie disponibles Le tableau qui suit présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles utilisés pour évaluer la situation financière de la société et des mesures conformes aux PCGR pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure utile pour évaluer la trésorerie qu'elle peut affecter à des activités de financement et d'investissement supplémentaires.

(en millions de dollars canadiens)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	379 \$	813 \$
Moins :		
Dépenses d'investissement	154	157
Intérêts payés	148	144
Flux de trésorerie disponibles	77 \$	512 \$

Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle, montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle et montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle La société utilise les mesures qui suivent pour évaluer sa situation de trésorerie et sa rentabilité. Les définitions de ces ratios sont présentées ci-dessous.

- **Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle** Total de la dette du secteur Vente au détail divisé par le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail pour les quatre derniers trimestres.
- **Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle** Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables aux porteurs d'actions ordinaires de la société.
- **Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle** Montant ajusté du résultat d'exploitation après impôt pour les quatre derniers trimestres divisé par le capital moyen, le capital s'entendant du total de la dette majoré des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme.

Fonds provenant des activités d'exploitation de Propriétés de Choix Au premier trimestre de 2017, Propriétés de Choix a cessé d'utiliser le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation. Elle continue cependant d'utiliser les fonds provenant des activités d'exploitation comme mesure du bénéfice non conforme aux PCGR. Propriétés de Choix calcule les fonds provenant des activités d'exploitation conformément au livre blanc de l'Association des biens immobiliers du Canada portant sur les fonds provenant des activités d'exploitation et le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation pour les IFRS publié en février 2017.

Propriétés de Choix est d'avis que les fonds provenant des activités d'exploitation constituent une mesure utile de la performance sur le plan de l'exploitation car ils peuvent être ajustés en fonction d'éléments inclus dans le bénéfice net (ou la perte nette) qui ne découlent pas des activités d'exploitation ou qui ne donnent pas nécessairement une image exacte de la performance de la Fiducie. Le tableau qui suit présente un rapprochement des fonds provenant des activités d'exploitation de Propriétés de Choix avec le bénéfice net (la perte nette) calculé conformément aux PCGR pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016.

(en millions de dollars canadiens)	2017 (12 semaines)	2016 (12 semaines)
Bénéfice net (perte nette)	24 \$	(132) \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :		
Ajustements de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite	118	181
Ajustements de la juste valeur des immeubles de placement	(93)	14
Ajustements de la juste valeur de la rémunération fondée sur des parts	1	1
Ajustements de la juste valeur des immeubles de placement détenus dans la coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	1	(14)
Distributions sur les parts de catégorie B de société en commandite	57	53
Charges internes au titre de la location	1	—
Fonds provenant des activités d'exploitation	109 \$	103 \$

13. Informations supplémentaires

Des informations supplémentaires sur la société ont été transmises par voie électronique à diverses autorités en valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), et elles peuvent être consultées en ligne à l'adresse sedar.com et auprès du BSIF, organisme de réglementation principal de la Banque PC, filiale de la société.

Le 2 mai 2017
Toronto, Canada

Notes de fin de document du rapport de gestion

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2016 de la société, à la page 142.
 - 2) Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », qui comprend le rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.
 - 3) À lire en parallèle avec la rubrique 1, « Énoncés prospectifs ».
 - 4) Aux fins de la présentation sectorielle, les résultats sont présentés pour la période close le 31 mars conformément aux exercices des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix. Les ajustements aux exercices de la société sont présentés sous l'en-tête Consolidation et éliminations. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », et la note 20, « Informations sectorielles », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de 2017 de la société.
 - 5) Certains chiffres ont été retraités par suite de la décision à l'ordre du jour de l'IFRS Interpretations Committee portant sur l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Voir la note 2 « Principales méthodes comptables » des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de 2017 et les états financiers consolidés annuels audités de 2016 de la société.
-

Résultats financiers

États consolidés résumés des résultats	32
États consolidés résumés du résultat global	33
États consolidés résumés des variations des capitaux propres	34
Bilans consolidés résumés	35
Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie	36
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	37
Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière	37
Note 2. Principales méthodes comptables	37
Note 3. Acquisitions d'entreprises	38
Note 4. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	39
Note 5. Impôt sur le résultat	39
Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire	40
Note 7. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	40
Note 8. Créances sur cartes de crédit	41
Note 9. Stocks	41
Note 10. Actifs détenus en vue de la vente	41
Note 11. Autres actifs	42
Note 12. Dette à court terme	42
Note 13. Dette à long terme	42
Note 14. Autres passifs	45
Note 15. Capital social	45
Note 16. Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres	47
Note 17. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme	48
Note 18. Instruments financiers	49
Note 19. Passifs éventuels	51
Note 20. Informations sectorielles	52
Sommaire financier	55

États consolidés résumés des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Produits	10 401 \$	10 381 \$
Coût des marchandises vendues	7 340	7 394
Frais de vente et charges générales et administratives	2 569	2 551
Résultat d'exploitation	492 \$	436 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	161	157
Bénéfice avant impôt sur le résultat	331 \$	279 \$
Impôt sur le résultat (note 5)	99	92
Bénéfice net	232 \$	187 \$
Attribuable aux :		
Actionnaires de la société	233 \$	196 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(9)
Bénéfice net	232 \$	187 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 6)		
De base	0,58 \$	0,47 \$
Dilué	0,57 \$	0,47 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 6)		
De base	399,5	409,0
Dilué	403,2	412,6

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Bénéfice net	232 \$	187 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt		
Éléments reclassés en résultat net ou qui pourraient l'être ultérieurement :		
Profit de change	— \$	4 \$
Perte latente sur les couvertures de flux de trésorerie (note 18)	—	(2)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :		
Pertes actuarielles nettes au titre des régimes à prestations définies (note 17)	(23)	(82)
Autres éléments du résultat global	(23) \$	(80) \$
Résultat global total	209 \$	107 \$
Attribuable aux :		
Actionnaires de la société	210 \$	116 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(9)
Résultat global total	209 \$	107 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social ordinaire	Capital social privilégié	Capital social total	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Écart de conversion	Couvertures de flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2016	7 692 \$	221 \$	7 913 \$	4 944 \$	112 \$	33 \$	— \$	33 \$	26 \$	13 028 \$
Bénéfice net	— \$	— \$	— \$	233 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	(1) \$	232 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(23)	—	—	—	—	—	(23)
Résultat global total	— \$	— \$	— \$	210 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	(1) \$	209 \$
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 15)	(52)	—	(52)	(140)	—	—	—	—	—	(192)
Incidence nette de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (notes 15 et 16)	10	—	10	—	12	—	—	—	—	22
Actions rachetées et détenues en fiducie (note 15)	(13)	—	(13)	(35)	—	—	—	—	—	(48)
Actions détenues en fiducie et libérées (notes 15 et 16)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dividendes déclarés par action ordinaire - 0,26 \$ (note 15)	—	—	—	(104)	—	—	—	—	—	(104)
Dividendes déclarés par action privilégiée - 0,33125 \$ (note 15)	—	—	—	(3)	—	—	—	—	—	(3)
Apport des participations ne donnant pas le contrôle, montant net	—	—	—	—	—	—	—	—	(4)	(4)
	(55) \$	— \$	(55) \$	(72) \$	12 \$	— \$	— \$	— \$	(5) \$	(120) \$
Solde au 25 mars 2017	7 637 \$	221 \$	7 858 \$	4 872 \$	124 \$	33 \$	— \$	33 \$	21 \$	12 908 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social ordinaire	Capital social privilégié	Capital social total	Résultats non distribués ⁱ⁾	Surplus d'apport	Écart de conversion	Couvertures de flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres ⁱ⁾
Solde au 2 janvier 2016	7 851 \$	221 \$	8 072 \$	4 914 \$	102 \$	22 \$	1 \$	23 \$	13 \$	13 124 \$
Bénéfice net	— \$	— \$	— \$	196 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	(9) \$	187 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(82)	—	4	(2)	2	—	(80)
Résultat global total	— \$	— \$	— \$	114 \$	— \$	4 \$	(2) \$	2 \$	(9) \$	107 \$
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 15)	(65)	—	(65)	(166)	—	—	—	—	—	(231)
Incidence nette de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (notes 15 et 16)	32	—	32	(17)	(24)	—	—	—	—	(9)
Actions rachetées et détenues en fiducie (note 15)	(24)	—	(24)	(66)	—	—	—	—	—	(90)
Actions détenues en fiducie et libérées (notes 15 et 16)	12	—	12	33	—	—	—	—	—	45
Dividendes déclarés par action ordinaire - 0,25 \$ (note 15)	—	—	—	(102)	—	—	—	—	—	(102)
Dividendes déclarés par action privilégiée - 0,33125 \$ (note 15)	—	—	—	(3)	—	—	—	—	—	(3)
Apport des participations ne donnant pas le contrôle, montant net	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
	(45) \$	— \$	(45) \$	(207) \$	(24) \$	4 \$	(2) \$	2 \$	(7) \$	(281) \$
Solde au 26 mars 2016	7 806 \$	221 \$	8 027 \$	4 707 \$	78 \$	26 \$	(1) \$	25 \$	6 \$	12 843 \$

i) Certains chiffres comparatifs ont été retraités (note 2).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Bilans consolidés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016 ⁱ⁾	Au 31 décembre 2016
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 7)	1 038 \$	1 243 \$	1 314 \$
Placements à court terme (note 7)	354	70	241
Créances	1 042	1 164	1 122
Créances sur cartes de crédit (note 8)	2 689	2 594	2 926
Stocks (note 9)	4 179	4 208	4 371
Charges payées d'avance et autres actifs	236	240	190
Actifs détenus en vue de la vente (note 10)	123	52	40
Total des actifs courants	9 661 \$	9 571 \$	10 204 \$
Immobilisations corporelles	10 418	10 336	10 559
Immeubles de placement	233	225	218
Immobilisations incorporelles	8 619	9 059	8 745
Goodwill	3 895	3 784	3 895
Actifs d'impôt différé	131	131	130
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés (note 18)	194	314	233
Autres actifs (note 11)	434	365	452
Total des actifs	33 585 \$	33 785 \$	34 436 \$
Passifs			
Passifs courants			
Dette bancaire	254 \$	291 \$	115 \$
Fournisseurs et autres passifs	4 505	4 793	5 091
Provisions	97	110	99
Impôt sur le résultat à payer	131	91	329
Dette à court terme (note 12)	465	350	665
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme (note 13)	203	684	400
Participation des pharmaciens-propriétaires	232	213	243
Passifs détenus en vue de la vente (note 10)	49	—	—
Total des passifs courants	5 936 \$	6 532 \$	6 942 \$
Provisions	119	124	120
Dette à long terme (note 13)	10 738	10 395	10 470
Passif lié aux parts de fiducie (note 18)	1 001	858	959
Passifs d'impôt différé	2 142	2 242	2 190
Autres passifs (note 14)	741	791	727
Total des passifs	20 677 \$	20 942 \$	21 408 \$
Capitaux propres			
Capital social	7 858 \$	8 027 \$	7 913 \$
Résultats non distribués	4 872	4 707	4 944
Surplus d'apport (note 16)	124	78	112
Cumul des autres éléments du résultat global	33	25	33
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	12 887 \$	12 837 \$	13 002 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	21	6	26
Total des capitaux propres	12 908 \$	12 843 \$	13 028 \$
Total des passifs et des capitaux propres	33 585 \$	33 785 \$	34 436 \$

i) Certains chiffres comparatifs ont été retraités (note 2).

Passifs éventuels (note 19).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	232 \$	187 \$
Ajouter (déduire) :		
Impôt sur le résultat (note 5)	99	92
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	161	157
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	360	368
Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises	5	2
Perte sur la sortie d'actifs	—	3
	857 \$	809 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(396)	(137)
Variation des créances sur cartes de crédit (note 8)	237	196
Impôt sur le résultat payé	(337)	(102)
Intérêts perçus	3	2
Autres	15	45
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	379 \$	813 \$
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(102) \$	(92) \$
Entrées d'immobilisations incorporelles	(52)	(65)
Trésorerie reprise à la consolidation initiale des franchises (note 3)	10	15
Variation des placements à court terme (note 7)	(113)	(6)
Produit de la sortie d'actifs	—	16
Autres	6	(2)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(251) \$	(134) \$
Activités de financement		
Variation de la dette bancaire	139 \$	148 \$
Variation de la dette à court terme (note 12)	(200)	(200)
Dette à long terme (note 13)		
Émise	285	390
Remboursée	(228)	(342)
Intérêts payés	(148)	(144)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(3)	—
Capital social ordinaire		
Émis (note 16)	9	27
Racheté et détenu en fiducie (note 15)	(48)	(90)
Racheté et annulé (note 15)	(192)	(231)
Autres	(18)	(7)
Sorties nettes liées aux activités de financement	(404) \$	(449) \$
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	— \$	(5) \$
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(276) \$	225 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 314	1 018
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 038 \$	1 243 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les périodes closes le 25 mars 2017 et le 26 mars 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière

Les Compagnies Loblaw Limitée, société ouverte canadienne constituée en 1956, est le chef de file canadien dans les domaines de l'alimentation et de la pharmacie, le plus important détaillant au pays, ainsi que le porteur de parts majoritaire de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix »). Les Compagnies Loblaw Limitée offre aux Canadiens des produits alimentaires, de pharmacie, de soins de santé et de beauté, des vêtements, des articles de marchandise générale, des services de cartes de crédit, des services de courtage d'assurance, des services bancaires aux particuliers, des cartes-cadeaux ainsi que des services de télécommunications. Le siège social de la société est situé au 22, av. St. Clair Est, Toronto, Canada M4T 2S7. Les Compagnies Loblaw Limitée et ses filiales sont appelées conjointement la « société » ou « Loblaw » dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

L'actionnaire détenant le contrôle de la société est George Weston limitée (« Weston »), qui détient environ 47 % des actions ordinaires en circulation de la société. La société mère ultime est Wittington Investments, Limited. Le reste des actions ordinaires est détenu par un grand nombre d'actionnaires.

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter : Vente au détail, Services financiers et Propriétés de Choix (voir la note 20). Au 25 mars 2017, Loblaw détenait une participation véritable de 83 % dans Propriétés de Choix.

Pendant les périodes intermédiaires, les activités de la société sont touchées par leur caractère saisonnier et le calendrier des jours fériés. Par conséquent, la performance trimestrielle n'est pas nécessairement représentative de la performance annuelle. La société a toujours dégagé davantage de produits au quatrième trimestre qu'aux trimestres précédents de son exercice.

Note 2. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables ainsi que les estimations et jugements critiques décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de 2016 de la société ont été appliqués de manière uniforme lors de la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en dollars canadiens.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont établis selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS » ou « PCGR ») et la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, publiées par l'International Accounting Standards Board. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2016 de la société et les notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités a été approuvée par le conseil d'administration de la société (le « Conseil ») le 2 mai 2017.

Normes comptables mises en œuvre en 2017

Tableau des flux de trésorerie La société a mis en œuvre les modifications de l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, au premier trimestre de 2017 et a fourni des informations sur les variations des passifs liés à certaines activités de financement, notamment les variations résultant des flux de trésorerie, mais aussi les variations sans contrepartie de trésorerie (voir la note 13). Les informations comparatives n'ont pas été présentées.

Modifications de normes comptables

Impôt sur le résultat En novembre 2016, l'IFRS Interpretation Committee a publié la décision à l'ordre du jour liée au mode attendu de recouvrement des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée lors de l'évaluation de l'impôt différé selon l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, et a clarifié son interprétation selon laquelle une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'a pas de durée d'utilité illimitée et que ses avantages économiques iront à une entité dans les périodes futures du fait de son utilisation et non uniquement de sa vente future. Par conséquent, il est approprié d'évaluer le passif d'impôt différé connexe au taux d'impôt sur le résultat applicable au revenu imposable ordinaire qui devrait s'appliquer au cours des exercices durant lesquels les différences temporaires devraient être recouvrées ou réglées. Les méthodes comptables de la société traduisaient un point de vue accepté selon lequel une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée sera recouvrée par le biais de sa sortie et utilisaient le taux d'impôt sur les gains en capital pour évaluer l'impôt sur le résultat différé lié à ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. La société a mis en œuvre cette directive au quatrième trimestre de 2016 rétrospectivement à titre de modification de méthodes comptables conformément à l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. L'incidence de cette modification se présente comme suit :

Bilans consolidés	
Augmentation (diminution)	Au
(en millions de dollars canadiens)	26 mars 2016
Goodwill	418 \$
Passifs d'impôt différé	458
Résultats non distribués	(40)

Ce changement n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net en 2016.

Note 3. Acquisitions d'entreprises

Consolidation des franchises La société comptabilise la consolidation des franchises existantes comme des acquisitions d'entreprises et elle consolide ses franchises à compter de la date à laquelle le franchisé conclut un nouveau contrat de franchise simplifié avec la société. Les actifs acquis et les passifs repris par suite de la consolidation sont évalués à la date d'acquisition au moyen des justes valeurs qui se rapprochent des valeurs comptables des franchises à la date d'acquisition. Les résultats d'exploitation des franchises acquises sont inclus dans les résultats d'exploitation de la société à compter de la date d'acquisition.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants comptabilisés au titre des actifs acquis, des passifs repris et des participations ne donnant pas le contrôle aux dates d'acquisition au cours des périodes indiquées :

(en millions de dollars canadiens)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Actif net acquis :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 \$	15 \$
Stocks	20	21
Immobilisations corporelles	22	11
Fournisseurs et autres passifs ¹⁾	(14)	(22)
Autres passifs ¹⁾	(35)	(16)
Participations ne donnant pas le contrôle	(3)	(9)
Total de l'actif net acquis	— \$	— \$

i) À la consolidation, les fournisseurs et autres passifs et les autres passifs sont éliminés des créances, des créances liées à des prêts consentis à des franchisés et des placements dans des franchises qui sont détenus par la société.

Note 4. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

Les composantes des charges d'intérêts nettes et autres charges financières se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Charges d'intérêts et autres charges financières :		
Dette à long terme	104 \$	107 \$
Emprunts liés aux créances sur cartes de crédit	8	7
Distributions sur les parts de fiducie	13	12
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme (note 17)	2	4
Fiducies de financement indépendantes	4	3
Dette bancaire	1	1
Intérêts inscrits à l'actif	(2)	(1)
	130 \$	133 \$
Produits d'intérêts :		
Produits de désactualisation	(3)	(3)
Produits d'intérêts à court terme	(2)	(2)
Instruments financiers dérivés ⁱ⁾	—	(3)
	(5) \$	(8) \$
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie (note 18)	36 \$	32 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	161 \$	157 \$

i) Représente un profit réalisé de 3 millions de dollars lié à la juste valeur de contrats à terme sur obligations de Propriétés de Choix qui ont été réglés au premier trimestre de 2016 (voir la note 18).

Note 5. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comptabilisée au premier trimestre de 2017 s'est établie à 99 millions de dollars (92 millions de dollars en 2016) et le taux d'impôt effectif s'est établi à 29,9 % (33,0 % en 2016). La baisse du taux d'impôt effectif par rapport au premier trimestre de 2016 est principalement attribuable à une diminution de certains éléments non déductibles et à une diminution de la charge d'impôt différé résultant de l'incidence d'une charge inscrite pour l'exercice précédent et liée à la réévaluation de passifs d'impôt différé attribuable à l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi au Nouveau-Brunswick de 12 % à 14 % qui a été promulguée au premier trimestre de 2016.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	233 \$	196 \$
Dividendes sur les actions privilégiées dans les capitaux propres (note 15)	(3)	(3)
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires	230 \$	193 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 15)	399,5	409,0
Effet dilutif de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (en millions)	3,3	3,2
Effet dilutif de certains autres passifs (en millions)	0,4	0,4
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	403,2	412,6
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,58 \$	0,47 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,57 \$	0,47 \$

Au premier trimestre de 2017, 2 709 254 instruments potentiellement dilutifs (2 668 529 en 2016) ont été exclus du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire parce qu'ils avaient un effet antidilutif.

Note 7. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi des placements à court terme se présentent comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Au 31 décembre 2016
Trésorerie	378 \$	585 \$	553 \$
Équivalents de trésorerie :			
Bons du Trésor	156	222	199
Acceptations bancaires	362	214	386
Papier commercial de sociétés	142	222	176
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 038 \$	1 243 \$	1 314 \$

Placements à court terme

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Au 31 décembre 2016
Bons du Trésor	91 \$	61 \$	24 \$
Acceptations bancaires	184	6	175
Papier commercial de sociétés	77	1	40
Autres	2	2	2
Total des placements à court terme	354 \$	70 \$	241 \$

Note 8. Créances sur cartes de crédit

Les composantes des créances sur cartes de crédit se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Au 31 décembre 2016
Créances sur cartes de crédit, montant brut	2 738 \$	2 647 \$	2 978 \$
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	(49)	(53)	(52)
Créances sur cartes de crédit	2 689 \$	2 594 \$	2 926 \$
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances titrisées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle</i> ^{MD}	650 \$	650 \$	650 \$
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	465	350	665
Total des créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes	1 115 \$	1 000 \$	1 315 \$

La société, par l'intermédiaire de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC »), participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille sa participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Fiducie cartes de crédit Eagle*^{MD} (« Eagle ») et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le passif connexe d'*Eagle* est comptabilisé dans la dette à long terme (voir la note 13). Les passifs connexes liés aux créances sur cartes de crédit titrisées auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes sont comptabilisés dans la dette à court terme (voir la note 12).

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours, et elle se conformait à cette exigence au 25 mars 2017 et s'y est conformée tout au long du trimestre.

Note 9. Stocks

Pour les stocks comptabilisés au 25 mars 2017, la société a inscrit une provision au titre des stocks de 23 millions de dollars (32 millions de dollars au 26 mars 2016) liée à la dépréciation des stocks pour en ramener le coût sous la valeur nette de réalisation. Cette diminution de valeur est incluse dans le coût des marchandises vendues. Il n'y a eu aucune reprise liée à des stocks précédemment dépréciés au cours des premiers trimestres de 2017 et 2016.

Note 10. Actifs détenus en vue de la vente

La société classe certains actifs, principalement des terrains et des bâtiments, qu'elle a l'intention de céder au cours des 12 prochains mois, à titre d'actifs détenus en vue de la vente.

Après la clôture du premier trimestre, la société a conclu une entente visant la vente des activités liées à ses postes d'essence en contrepartie d'environ 540 millions de dollars. La clôture de la transaction est conditionnelle à l'approbation du Bureau de la concurrence ainsi qu'au respect d'autres conditions de clôture habituelles et elle devrait avoir lieu au troisième trimestre de 2017. La société a inscrit des immobilisations corporelles de 78 millions de dollars et des stocks de 11 millions de dollars, liés aux activités de postes d'essence, dans les actifs détenus en vue de la vente. De plus, la société a classé des fournisseurs et charges à payer connexes de 49 millions de dollars qui seront repris par l'acheteur à titre de passifs détenus en vue de la vente. Aucune perte de valeur ni autre charge n'a été comptabilisée à l'égard des actifs nets des activités des postes d'essence.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Note 11. Autres actifs

Les composantes des autres actifs se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Au 31 décembre 2016
Placements divers et autres créances	78 \$	112 \$	79 \$
Actif au titre des prestations constituées	170	103	192
Participations dans des coentreprises	6	9	5
Autres	180	141	176
Autres actifs	434 \$	365 \$	452 \$

Note 12. Dette à court terme

L'encours de la dette à court terme de 465 millions de dollars (350 millions de dollars au 26 mars 2016; 665 millions de dollars au 31 décembre 2016) se rapporte aux créances sur cartes de crédit titrisées auprès des autres fiduciaires de titrisation indépendantes avec droit de recours (voir la note 8).

Au 25 mars 2017, le passif brut éventuel global aux termes des lettres de crédit en faveur des autres fiduciaires de titrisation indépendantes s'établissait à 53 millions de dollars (38 millions de dollars au 26 mars 2016; 71 millions de dollars au 31 décembre 2016), soit 11 % (11 % au 26 mars 2016 et au 31 décembre 2016) du montant des créances sur cartes de crédit titrisées.

Note 13. Dette à long terme

Les composantes de la dette à long terme se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Au 31 décembre 2016
Débiteures et billets à moyen terme	7 371 \$	8 083 \$	7 573 \$
Facilités de crédit à terme non garanties	298	298	298
Dette à long terme garantie par une hypothèque	77	82	78
Certificats de placement garanti	923	798	928
Fiducie de titrisation indépendante (note 8)	650	650	650
Fiducies de financement indépendantes	560	547	587
Obligations découlant de contrats de location-financement	601	630	607
Facilités de crédit engagées	483	16	172
Coûts de transaction et autres	(22)	(25)	(23)
Total de la dette à long terme	10 941 \$	11 079 \$	10 870 \$
Moins la tranche à moins d'un an de la dette à long terme	203	684	400
Dette à long terme	10 738 \$	10 395 \$	10 470 \$

La société et Propriétés de Choix sont tenues de respecter certaines clauses restrictives de nature financière au titre de divers instruments d'emprunt. La société et Propriétés de Choix respectaient ces clauses restrictives au 25 mars 2017 et les ont respectées tout au long du premier trimestre.

Débetures et billets à moyen terme Le tableau qui suit présente un résumé des débetures et des billets à moyen terme émis au cours des premiers trimestres de 2017 et de 2016 :

			25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital
Débetures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix				
– Série G	3,20 %	7 mars 2023	— \$	250 \$
– Série H	5,27 %	7 mars 2046	—	100
Total des débetures et des billets à moyen terme émis			— \$	350 \$

Le tableau qui suit présente un résumé des débetures et des billets à moyen terme remboursés au cours des premiers trimestres de 2017 et de 2016 :

			25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital
Débetures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 6				
	3,00 %	20 avril 2017 ⁱ⁾	200 \$	— \$
Débetures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 5				
	3,00 %	20 avril 2016 ⁱⁱ⁾	—	300
Total des débetures et des billets à moyen terme remboursés			200 \$	300 \$

i) Les débetures non garanties de série 6 de Propriétés de Choix ont été rachetées le 23 janvier 2017.

ii) Les débetures non garanties de série 5 de Propriétés de Choix ont été rachetées le 7 mars 2016.

Certificats de placement garanti Le tableau qui suit présente un résumé des activités liées à l'émission de certificats de placement garanti (les « CPG ») de la Banque PC, si l'on ne tient pas compte des commissions, pour les premiers trimestres de 2017 et de 2016 :

(en millions de dollars canadiens)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Solde à l'ouverture de la période	928 \$	809 \$
CPG émis	1	6
CPG arrivés à échéance	(6)	(17)
Solde à la clôture de la période	923 \$	798 \$

Fiducie de titrisation indépendante Les billets émis par *Eagle* sont des billets à moyen terme garantis par les créances sur cartes de crédit de la Banque PC (voir la note 8). Au 25 mars 2017, le passif brut éventuel global aux termes des lettres de crédit en faveur d'*Eagle* s'établissait à 36 millions de dollars (36 millions de dollars au 26 mars 2016 et au 31 décembre 2016, respectivement), ce qui représentait 9 % (9 % au 26 mars 2016 et au 31 décembre 2016, respectivement) des billets en cours d'*Eagle* émis avant 2015.

Fiducies de financement indépendantes La société accorde un rehaussement de crédit sous forme de lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes de 64 millions de dollars (58 millions de dollars au 26 mars 2016; 64 millions de dollars au 31 décembre 2016), correspondant à au moins 10 % (10 % au 26 mars 2016 et au 31 décembre 2016, respectivement) du capital des prêts en cours.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Facilités de crédit engagées Les composantes des lignes de crédit engagées au 25 mars 2017, au 26 mars 2016 et au 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Date d'échéance	Au 25 mars 2017		Au 26 mars 2016		Au 31 décembre 2016	
		Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé
Facilité de crédit engagée de Loblaw	10 juin 2021	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$
Facilité de crédit engagée de Propriétés de Choix conclue avec un consortium	5 juillet 2021	500	233	500	16	500	172
Facilité de crédit bilatérale engagée de Propriétés de Choix	21 décembre 2018	250	250	—	—	250	—
Total des lignes de crédit engagées		1 750 \$	483 \$	1 500 \$	16 \$	1 750 \$	172 \$

Tranche à moins d'un an de la dette à long terme Le tableau qui suit présente un résumé de la tranche à moins d'un an de la dette à long terme :

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Au 31 décembre 2016
Débetures et billets à moyen terme	— \$	525 \$	— \$
Billets de Propriétés de Choix	—	—	200
Dette à long terme garantie par une hypothèque	4	4	5
CPG	147	100	142
Obligations découlant de contrats de location-financement	52	55	53
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	203 \$	684 \$	400 \$

Rapprochement de la dette à long terme

Le tableau qui suit présente le rapprochement des variations des entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement avec la dette à long terme pour le premier trimestre de 2017.

(en millions de dollars canadiens)	25 mars 2017 (12 semaines)
Total de la dette à long terme à l'ouverture de la période	10 870 \$
Émissions de titres de créances à long terme ⁱ⁾	285
Remboursement sur la dette à long terme ⁱⁱ⁾	(228)
Total des entrées de trésorerie liées aux activités de financement de la dette à long terme	57 \$
Entrées de contrats de location-acquisition	7
Autres variations hors trésorerie	7
Total des montants hors trésorerie liés aux activités liées à la dette à long terme	14 \$
Total de la dette à long terme à la clôture de la période	10 941 \$

- i) Comprend les émissions nettes des facilités de crédit de Propriétés de Choix et de la fiducie de financement indépendante, qui sont des titres de créances renouvelables.
- ii) Comprend le remboursement de 21 millions de dollars au titre des obligations découlant des contrats de location-acquisition.

Note 14. Autres passifs

Les composantes des autres passifs se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Au 31 décembre 2016
Montant net de l'obligation au titre des régimes à prestations définies	346 \$	351 \$	327 \$
Obligation au titre des autres avantages du personnel à long terme	105	116	108
Obligation différée découlant d'un contrat de location	124	105	119
Juste valeur des contrats de location acquis	74	87	77
Passif au titre de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (note 16)	4	7	4
Autres	88	125	92
Autres passifs	741 \$	791 \$	727 \$

Note 15. Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes présentées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	25 mars 2017 (12 semaines)		26 mars 2016 (12 semaines)	
	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	400 829 870	7 713 \$	409 985 226	7 861 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	224 875	10	731 214	32
Rachetées et annulées	(2 703 493)	(52)	(3 392 000)	(65)
Émises et en circulation à la clôture de la période	398 351 252	7 671 \$	407 324 440	7 828 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(1 105 620)	(21) \$	(643 452)	(10) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	(686 000)	(13)	(1 250 000)	(24)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR (note 16)	6 489	—	706 134	12
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(1 785 131)	(34) \$	(1 187 318)	(22) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	396 566 121	7 637 \$	406 137 122	7 806 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie	399 454 993		409 012 769	

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente les activités de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours des périodes à l'étude :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	2 703 493	3 392 000
Contrepartie en trésorerie payée	192 \$	231 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	140	166
Diminution du capital social ordinaire	52	65
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	686 000	1 250 000
Contrepartie en trésorerie payée	48 \$	90 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	35	66
Diminution du capital social ordinaire	13	24

Après la clôture du premier trimestre de 2017, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX ») ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 21 016 472 de ses actions ordinaires, soit environ 10 % du flottant. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition.

Dividendes Le tableau qui suit résume les dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés pour les périodes indiquées :

	25 mars 2017 ⁱ⁾ (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Dividendes déclarés par action (en dollars) :		
Actions ordinaires	0,26 \$	0,25 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	0,33125 \$	0,33125 \$

i) Les dividendes déclarés de 0,26 \$ par action ordinaire au premier trimestre de 2017 ont été payés le 1^{er} avril 2017, tandis que les dividendes déclarés de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, au premier trimestre de 2017 ont été payés le 31 mars 2017.

(en millions de dollars canadiens)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Dividendes déclarés :		
Actions ordinaires	104 \$	102 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	3	3
Total des dividendes déclarés	107 \$	105 \$

Après la clôture du premier trimestre de 2017, le Conseil a déclaré un dividende trimestriel de 0,27 \$ par action ordinaire à payer le 1^{er} juillet 2017 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2017, soit une augmentation de 3,8 %, et un dividende de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, à payer le 30 juin 2017 aux actionnaires inscrits le 15 juin 2017.

Note 16. Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres

La charge de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société, qui comprend les régimes d'options sur actions, d'unités d'actions temporairement inaccessibles (« UATI »), d'unités d'actions au rendement (« UAR »), d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs et d'unités d'actions différées à l'intention des dirigeants de Loblaw et les régimes de rémunération fondée sur des parts de Propriétés de Choix, s'est établie à 16 millions de dollars au premier trimestre de 2017 (16 millions de dollars en 2016) et a été comptabilisée dans le résultat d'exploitation.

La valeur comptable des accords de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société a été inscrite aux bilans consolidés résumés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016	Au 31 décembre 2016
Fournisseurs et autres passifs	12 \$	4 \$	10 \$
Autres passifs	4	7	4
Surplus d'apport	124	78	112

Les régimes de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société sont présentés en détail ci-dessous :

Régime d'options sur actions Le tableau qui suit présente l'activité du régime d'options sur actions de la société :

(Nombre d'options)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Options en cours à l'ouverture de la période	7 322 358	7 411 405
Attribution	1 445 332	1 270 919
Exercice	(224 875)	(731 214)
Renonciation/annulation	(6 961)	(64 635)
Options en cours à la clôture de l'exercice	8 535 854	7 886 475

Au premier trimestre de 2017, la société a attribué des options sur actions à un prix d'exercice moyen pondéré de 70,13 \$ (68,94 \$ en 2016). De plus, la société a émis des actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions à un cours de marché moyen pondéré de 70,64 \$ durant le premier trimestre de 2017 (69,49 \$ en 2016) et elle a reçu une contrepartie en trésorerie de 9 millions de dollars (27 millions de dollars en 2016).

La juste valeur des options sur actions attribuées au premier trimestre de 2017 s'est élevée à 14 millions de dollars (13 millions de dollars en 2016). Le tableau qui suit présente les hypothèses qui ont été utilisées pour évaluer la juste valeur à la date d'attribution des options attribuées en 2017 et en 2016 au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes :

	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Taux de rendement en dividende attendu	1,5 %	1,4 %
Volatilité attendue du cours de l'action	17,0 % – 18,2 %	18,5 % – 18,9 %
Taux d'intérêt sans risque	1,0 % – 1,3 %	0,6 % – 0,9 %
Durée de vie attendue des options	3,8 – 6,3 ans	3,9 – 6,3 ans

Les taux de renonciation estimés sont pris en compte dans l'évaluation de la charge liée au régime d'options sur actions. Un taux de renonciation de 10,0 % (10,0 % au 26 mars 2016) a été appliqué au 25 mars 2017.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Régime d'unités d'actions temporairement incessibles L'activité du régime d'UATI de la société se résume comme suit :

(Nombre d'attributions)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
UATI à l'ouverture de la période	858 106	887 792
Attribution	247 175	234 476
Règlement	(3 834)	(238 432)
Renonciation	(5 458)	(2 977)
UATI à la clôture de la période	1 095 989	880 859

La juste valeur des UATI attribuées au premier trimestre de 2017 s'est établie à 17 millions de dollars (16 millions de dollars en 2016).

Régime d'unités d'actions au rendement L'activité du régime d'UAR de la société se résume comme suit :

(Nombre d'attributions)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
UAR à l'ouverture de la période	965 863	1 100 356
Attribution	206 504	370 262
Règlement	(2 655)	(468 202)
Renonciation	(3 841)	(755)
UAR à la clôture de la période	1 165 871	1 001 661

La juste valeur des UAR attribuées au premier trimestre de 2017 s'est établie à 14 millions de dollars (14 millions de dollars en 2016).

Règlement des attributions à même les actions détenues en fiducie Au premier trimestre de 2017, la société a procédé au règlement de 6 489 UATI et UAR (706 634 en 2016), et la totalité de ces unités (706 134 en 2016) a été réglée par l'intermédiaire des fiducies établies en vue du règlement de chacun des régimes d'UATI et d'UAR (voir la note 15).

Les règlements effectués au premier trimestre de 2017 ont donné lieu à une augmentation nette négligeable (16 millions de dollars en 2016) des résultats non distribués et à une augmentation négligeable (12 millions de dollars en 2016) du capital social ordinaire.

Note 17. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme

Les charges et les pertes actuarielles au titre des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme de la société comptabilisés au cours des périodes se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisées dans le résultat d'exploitation	46 \$	43 \$
Charges au titre des autres avantages du personnel à long terme comptabilisées dans le résultat d'exploitation	4	5
Intérêts nets sur l'obligation nette au titre des prestations définies inclus dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	2	4
Pertes actuarielles avant impôt sur le résultat comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(32)	(112)

Les pertes actuarielles comptabilisées au premier trimestre de 2017 sont principalement imputables aux diminutions des taux d'actualisation, partiellement contrebalancées par les rendements des actifs plus élevés que prévu, tandis que les pertes actuarielles comptabilisées au premier trimestre de 2016 étaient principalement imputables aux diminutions des taux d'actualisation et aux rendements des actifs moins élevés que prévu.

Au premier trimestre de 2017, la société a procédé à l'achat d'une rente et payé 110 millions de dollars à même les actifs des régimes visés afin de régler des obligations de 103 millions de dollars à l'égard des régimes de retraite et elle a comptabilisé des charges liées au règlement de 7 millions de dollars dans les frais de vente, charges générales et administratives.

Note 18. Instruments financiers

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des justes valeurs pour les actifs et les passifs financiers, à l'exclusion de ceux qui sont classés comme étant au coût amorti et qui sont par nature à court terme. Les valeurs comptables des instruments financiers de la société se rapprochent de leur juste valeur, à l'exception de celle des titres de créance à long terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017				Au 26 mars 2016				Au 31 décembre 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers :												
Trésorerie et équivalents	534 \$	504 \$	— \$	1 038 \$	807 \$	436 \$	— \$	1 243 \$	752 \$	562 \$	— \$	1 314 \$
Placements à court terme	91	263	—	354	61	9	—	70	24	217	—	241
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés	—	—	194	194	—	—	314	314	—	—	233	233
Certains autres actifs ⁱ⁾	23	3	33	59	24	2	49	75	23	2	42	67
Dérivés inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs	2	10	—	12	—	11	4	15	7	11	—	18
Passifs financiers :												
Dettes à long terme	—	12 009	—	12 009	—	12 178	—	12 178	—	11 864	—	11 864
Passif lié aux parts de fiducie	1 001	—	—	1 001	858	—	—	858	959	—	—	959
Certains autres passifs ⁱ⁾	—	—	21	21	—	—	19	19	—	—	22	22
Dérivés inclus dans les fournisseurs et autres passifs	—	1	1	2	5	—	—	5	—	—	2	2

i) Certains autres actifs et certains autres passifs sont inscrits au bilan consolidé sous le poste Autres actifs et Autres passifs, respectivement.

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période présentée.

Au premier trimestre de 2017, la société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, une perte négligeable (perte de 5 millions de dollars en 2016) sur les instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. De plus, au premier trimestre de 2017, une perte nette de 42 millions de dollars (perte nette de 32 millions de dollars en 2016) a été comptabilisée dans le bénéfice avant impôt sur le résultat au titre des instruments financiers devant être classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Créances liées aux prêts consentis à des franchisés et placements dans des franchises La valeur des créances liées aux prêts consentis à des franchisés de Loblaw de 194 millions de dollars (314 millions de dollars au 26 mars 2016; 233 millions de dollars au 31 décembre 2016) a été comptabilisée au bilan consolidé. En 2017, la société n'a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, aucun profit ni aucune perte (perte négligeable en 2016) au titre des créances liées à ces prêts.

La valeur des placements dans des franchises de Loblaw de 30 millions de dollars (44 millions de dollars au 26 mars 2016; 39 millions de dollars au 31 décembre 2016) a été comptabilisée dans les autres actifs. Au premier trimestre de 2017, la société a comptabilisé une perte de 1 million de dollars (perte négligeable en 2016) dans le résultat d'exploitation au titre de ces placements.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Dérivés incorporés Les instruments financiers de niveau 3 de la société qui sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net consistent en des dérivés incorporés à des bons de commande qui ne sont libellés ni en dollars canadiens ni dans la monnaie fonctionnelle du fournisseur. Ces dérivés sont évalués selon une approche par le marché qui est fondée sur l'écart entre les cours de change et le moment du règlement. Le coût des bons de commande constitue la principale donnée non observable utilisée aux fins de l'évaluation de la juste valeur. Une fluctuation importante à la hausse (à la baisse) de n'importe quelle donnée d'entrée pourrait entraîner une augmentation (une diminution) importante de la juste valeur.

Au premier trimestre de 2017, la société a comptabilisé un profit de 1 million de dollars (profit de 11 millions de dollars en 2016) lié à ces dérivés dans le résultat d'exploitation. De plus, un passif correspondant de 1 million de dollars a été inscrit dans les fournisseurs et autres passifs au 25 mars 2017 (4 millions de dollars au 26 mars 2016 dans les charges payées d'avance et autres actifs; 2 millions de dollars au 31 décembre 2016 dans les fournisseurs et autres passifs). Au 25 mars 2017, une augmentation (diminution) des cours de change de 1 % aurait donné lieu à un profit lié à la juste valeur (une perte liée à la juste valeur) de 1 million de dollars.

Passif lié aux parts de fiducie Au premier trimestre de 2017, la société a comptabilisé une perte liée à la juste valeur de 36 millions de dollars (perte de 32 millions de dollars en 2016) dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières au titre des parts de fiducie de Propriétés de Choix (les « parts ») (note 4).

Au 25 mars 2017, des porteurs de parts autres que la société détenaient 71 469 168 parts (69 849 360 au 26 mars 2016; 71 068 828 au 31 décembre 2016). Au premier trimestre de 2017, Propriétés de Choix a émis 400 340 parts (395 543 en 2016) en faveur de porteurs de parts admissibles dans le cadre de son régime de réinvestissement des distributions à un prix moyen de 13,46 \$ (11,26 \$ au 26 mars 2016).

Placements dans des titres Au 25 mars 2017, la juste valeur des placements disponibles à la vente, à savoir 23 millions de dollars (24 millions de dollars au 26 mars 2016; 23 millions de dollars au 31 décembre 2016), a été inscrite dans les autres actifs. Au premier trimestre de 2017, la Banque PC a comptabilisé un profit latent lié à la juste valeur négligeable (profit négligeable en 2016) dans les autres éléments du résultat global relativement à ces placements. Ces placements sont considérés comme faisant partie des titres liquides que la Banque PC doit détenir afin de se conformer à la norme portant sur le ratio de liquidité à court terme.

Autres dérivés La société a recours à des contrats à terme sur obligations et à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions futures de titres de créance. Elle a également recours à des contrats à terme normalisés, à des contrats d'options et à des contrats à terme de gré à gré pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des prix des marchandises et des cours de change dans le cadre de ses activités sous-jacentes. Les tableaux qui suivent présentent un résumé des justes valeurs comptabilisées au bilan consolidé et des profits (pertes) nets réalisés et latents, avant l'impôt sur le résultat, liés aux autres dérivés de la société :

	25 mars 2017 (12 semaines)		
	Juste valeur nette des actifs (passifs)	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le résultat d'exploitation
(en millions de dollars canadiens)			
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerieⁱ⁾			
Contrats de change à terme	1 \$	— \$	— \$
Total des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	1 \$	— \$	— \$
Dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle			
Contrats de change et autres contrats à terme	8 \$	— \$	(2) \$
Autres dérivés non financiers	2	—	(5)
Total des dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle	10 \$	— \$	(7) \$
Total des dérivés	11 \$	— \$	(7) \$

i) Tiennent compte de swaps de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 200 millions de dollars. Au premier trimestre de 2017, une perte latente négligeable liée à la juste valeur a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global en lien avec ces swaps.

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur nette des actifs (passifs)	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le résultat d'exploitation
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerieⁱⁱ⁾			
Contrats de change à terme	— \$	(2) \$	1 \$
Total des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	— \$	(2) \$	1 \$
Dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle			
Contrats de change et autres contrats à terme	11 \$	— \$	(12) \$
Contrats à terme sur obligations	—	—	3
Autres dérivés non financiers	(5)	—	(1)
Total des dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle	6 \$	— \$	(10) \$
Total des dérivés	6 \$	(2) \$	(9) \$

ii) Tiennent compte de contrats à terme sur obligations d'une valeur nominale de 95 millions de dollars qui ont été réglés en 2016 et de swaps de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 200 millions de dollars. Au premier trimestre de 2016, un profit négligeable latent lié à la juste valeur a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en lien avec ces swaps.

Note 19. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la société est partie et éventuellement assujettie à des actions et à des procédures en justice. De plus, la société est régulièrement assujettie à des vérifications de la part de diverses autorités fiscales. Par conséquent, il peut arriver à l'occasion que les autorités fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus, ou que la législation soit modifiée ou que son interprétation vienne à changer, ce qui pourrait donner lieu à des avis de nouvelle cotisation.

À l'heure actuelle, il est impossible de prédire avec certitude l'issue des actions et des procédures en justice de la société. Cependant, à la lumière des connaissances actuelles et en consultation avec le conseiller juridique, la direction estime que le risque auquel la société est exposée en raison de ces réclamations et de ces litiges ou de ces avis de cotisation et de nouvelle cotisation (dans la mesure où il n'est pas couvert par des polices d'assurance de la société ou autrement) n'est pas suffisamment important pour être présenté dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Il existe un certain nombre d'incertitudes entourant ces questions, isolément ou dans leur ensemble, et, par conséquent, il est possible que l'issue ultime de ces questions puisse nuire considérablement à la réputation de la société, à ses activités ainsi qu'à sa situation et à sa performance financière au cours de périodes futures. La société n'a pas de charges à payer importantes et n'a pas constitué de provisions importantes au titre des litiges. La direction évalue régulièrement sa position quant au caractère adéquat de ces charges à payer et provisions et elle effectue les ajustements nécessaires, le cas échéant.

Ce qui suit décrit les actions en justice importantes de la société, que cette dernière juge sans fondement et dans le cadre desquelles elle entend se défendre vigoureusement.

Le 26 août 2015, la société s'est vu signifier un recours collectif proposé, déposé contre elle et certaines de ses filiales, Weston et d'autres parties, auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario relativement à l'effondrement, en 2013, du complexe Rana Plaza, situé à Dhaka, au Bangladesh. La réclamation vise l'obtention de dommages-intérêts d'environ 2 milliards de dollars.

Shoppers Drug Mart/Pharmaprix s'est vu signifier une déclaration modifiée relative à un recours collectif, déclaration qui a été déposée auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario par deux pharmaciens-proprétaires titulaires de licence de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix (les « pharmaciens-proprétaires »), qui réclament des dommages-intérêts de 500 millions de dollars fondés sur diverses allégations de violation des accords conclus par Shoppers Drug Mart/Pharmaprix avec les pharmaciens-proprétaires. Le recours collectif englobe l'ensemble des pharmaciens-proprétaires titulaires d'une licence, actuels et anciens, résidant au Canada, mais ailleurs qu'au Québec, qui sont parties aux accords que Shoppers Drug Mart/Pharmaprix a conclus avec ses pharmaciens-proprétaires au moyen de formulaires en 2002 et en 2010. Le 9 juillet 2013, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a confirmé un recours collectif à certaines parties de la poursuite. La Cour a imposé une date limite pour soumettre une réclamation au titre du recours collectif en se fondant sur la date d'approbation de la requête en certification. Les pharmaciens devenus pharmaciens-proprétaires après le 9 juillet 2013 ne sont pas partie au recours collectif.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

La société a reçu de l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») et du ministère des Finances de l'Ontario des avis de nouvelle cotisation qui s'appuient sur l'hypothèse selon laquelle certains revenus touchés par Glenhuron Bank Limited, filiale établie à la Barbade et entièrement détenue par la société, auraient dû être traités comme des revenus canadiens et imposés comme tels au Canada. Les avis de nouvelle cotisation, qui ont été reçus en 2015 et en 2016, portent sur les années d'imposition 2000 à 2011 et totalisent 351 millions de dollars, y compris les intérêts et les pénalités au moment de l'établissement des avis de nouvelle cotisation. La société est d'avis que l'ARC produira probablement des avis de nouvelle cotisation pour les années d'imposition 2012 et 2013 en s'appuyant sur les mêmes arguments ou sur des arguments semblables. La société a déposé un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt pour les années d'imposition de 2000 à 2010 et un avis d'opposition pour l'année d'imposition de 2011.

Dispositions d'indemnisation De temps à autre, la société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et d'impartition et des contrats de location dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs, et d'autres types d'ententes commerciales. De par leur nature, ces ententes peuvent prévoir des indemnités à des contreparties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent toucher des violations de déclarations ou de garanties ou des réclamations futures à l'égard de certains passifs, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Ces dispositions d'indemnisation sont de durées variées et peuvent s'échelonner sur une période illimitée. De plus, les modalités de ces dispositions d'indemnisation comportent des montants variés, et certaines dispositions d'indemnisation ne prévoient pas de montant d'indemnisation maximal éventuel. Les montants d'indemnisation dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont, pour le moment, ni la nature ni la probabilité ne peuvent être prévues. Par conséquent, la société n'est pas en mesure d'estimer de façon raisonnable le total de son passif éventuel maximal relativement aux dispositions d'indemnisation. Par le passé, la société n'a versé aucun montant important au titre de telles dispositions d'indemnisation.

Note 20. Informations sectorielles

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter, dont toutes les principales activités sont exercées au Canada :

- Le secteur Vente au détail comprend principalement les magasins d'alimentation au détail détenus par la société et par des franchisés et les pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires, ainsi que les pharmacies situées en magasin et les produits de soins de santé et de beauté, les postes d'essence, ainsi que les vêtements et autres articles de marchandise générale. Ce secteur se compose de plusieurs secteurs d'exploitation qui sont regroupés principalement en raison de la nature similaire des produits et services qu'ils offrent dans les activités de vente au détail et à la clientèle;
- Le secteur Services financiers englobe les services de cartes de crédit, les programmes de fidélisation, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications;
- Le secteur Propriétés de Choix détient, gère et aménage des immeubles de commerces de détail et des immeubles commerciaux partout au Canada. L'information relative au secteur Propriétés de Choix qui est présentée ci-dessous reflète les méthodes comptables de Propriétés de Choix, qui peuvent différer de celles de la société consolidée. Les différences de méthodes sont éliminées sous l'en-tête Consolidation et éliminations.

Le principal décideur en matière d'exploitation de la société évalue les résultats sectoriels en se fondant sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ et le montant ajusté du résultat d'exploitation²⁾, tels qu'ils sont présentés périodiquement à la direction interne.

L'information portant sur chaque secteur d'exploitation à présenter est incluse ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	25 mars 2017 (12 semaines)					26 mars 2016 (12 semaines)				
	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ¹⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ¹⁾	Total
Produitsⁱⁱ⁾	10 166 \$	210 \$	203 \$	(178) \$	10 401 \$	10 154 \$	207 \$	192 \$	(172) \$	10 381 \$
Résultat d'exploitation	446 \$	39 \$	237 \$	(230) \$	492 \$	393 \$	41 \$	136 \$	(134) \$	436 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	72	14	213	(138)	161	78	13	268	(202)	157
Bénéfice avant impôt sur le résultat	374 \$	25 \$	24 \$	(92) \$	331 \$	315 \$	28 \$	(132) \$	68 \$	279 \$
Résultat d'exploitation	446 \$	39 \$	237 \$	(230) \$	492 \$	393 \$	41 \$	136 \$	(134) \$	436 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	352	3	—	5	360	362	3	—	3	368
Éléments d'ajustement ⁱⁱⁱ⁾	134	—	—	—	134	149	—	—	—	149
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(121)	—	—	—	(121)	(124)	—	—	—	(124)
Montant ajusté du BAIIA ⁱⁱ⁾	811 \$	42 \$	237 \$	(225) \$	865 \$	780 \$	44 \$	136 \$	(131) \$	829 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ^{iv)}	231	3	—	5	239	238	3	—	3	244
Montant ajusté du résultat d'exploitation	580 \$	39 \$	237 \$	(230) \$	626 \$	542 \$	41 \$	136 \$	(134) \$	585 \$

i) Sous l'en-tête Consolidation et éliminations :

- Le poste Produits comprend l'élimination de produits locatifs de 133 millions de dollars (128 millions de dollars en 2016) et d'un recouvrement de coûts de 45 millions de dollars (44 millions de dollars en 2016) comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et dérogés par le secteur Vente au détail.
- Le montant ajusté du résultat d'exploitation comprend l'incidence de l'élimination de produits locatifs de 133 millions de dollars (128 millions de dollars en 2016) dont il est question ci-dessus, l'élimination d'un profit de 93 millions de dollars (perte de 14 millions de dollars en 2016) comptabilisé par le secteur Propriétés de Choix et liée aux ajustements de la juste valeur des immeubles de placement, classés par la société comme immobilisations corporelles, actifs détenus en vue de la vente ou immeubles de placement et évalués au coût, l'élimination d'une perte de 1 million de dollars (profit de 14 millions de dollars en 2016) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix et liée aux ajustements de la juste valeur des immeubles de placement dans la coentreprise, la comptabilisation d'une charge d'amortissement de 5 millions de dollars (3 millions de dollars en 2016) liée à certains immeubles de placement comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et l'élimination de charges intragroupe de 3 millions de dollars en 2016.
- Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend l'élimination de 69 millions de dollars (65 millions de dollars en 2016) au titre de charges d'intérêts incluses dans le secteur Propriétés de Choix qui ont trait à sa dette envers la société et une perte de 118 millions de dollars liée à la juste valeur (perte de 181 millions de dollars en 2016) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix à l'égard des parts de catégorie B de société en commandite détenues par la société. Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend également des distributions de 13 millions de dollars (12 millions de dollars en 2016) sur les parts détenues par d'autres porteurs de parts que la société, qui excluent les distributions versées à la société, et une perte de 36 millions de dollars liée à la juste valeur (perte de 32 millions de dollars en 2016) sur le passif lié aux parts de fiducie de la société.

ii) Les produits tirés du secteur Services financiers comprennent des produits d'intérêts de 97 millions de dollars (96 millions de dollars en 2016).

iii) Certains éléments sont exclus du résultat d'exploitation afin de déterminer le montant ajusté du BAIIA²⁾. La direction utilise le montant ajusté du BAIIA²⁾ à l'interne pour analyser la performance sous-jacente du secteur.

iv) Aux fins du calcul du montant ajusté du BAIIA²⁾, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ne tiennent pas compte d'une charge d'amortissement de 121 millions de dollars (124 millions de dollars en 2016) liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en millions de dollars canadiens)	Au 25 mars 2017	Au 26 mars 2016 ⁱ⁾	Au 31 décembre 2016
Total des actifs			
Vente au détail	29 364 \$	29 980 \$	30 055 \$
Services financiers ³⁾	3 338	3 081	3 531
Propriétés de Choix ³⁾	9 380	8 730	9 435
Consolidation et éliminations ⁱⁱ⁾	(8 497)	(8 006)	(8 585)
Total	33 585 \$	33 785 \$	34 436 \$

i) Certains chiffres comparatifs sont été retraités (note 2).

ii) Le poste Consolidation et éliminations comprend l'élimination de certains immeubles de placement détenus par Propriétés de Choix et évalués à la juste valeur, qui sont également présentés dans les résultats consolidés à titre d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement évalués au coût.

(en millions de dollars canadiens)	25 mars 2017 (12 semaines)	26 mars 2016 (12 semaines)
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles		
Vente au détail	122 \$	133 \$
Services financiers ³⁾	2	4
Propriétés de Choix ³⁾	30	20
Total	154 \$	157 \$

Sommaire financier¹⁾

Aux 25 mars 2017 et 26 mars 2016 et pour les périodes closes à ces dates

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2017 (12 semaines)	2016 ⁴⁾ (12 semaines)
Résultats d'exploitation consolidés		
Produits	10 401 \$	10 381 \$
Augmentation des produits	0,2 %	3,3 %
Résultat d'exploitation	492 \$	436 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	865	829
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %	8,0 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	161 \$	157 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	125	125
Bénéfice net	232	187
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	233	196
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	230	193
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	364	338
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle ²⁾	1,7x	2,0x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	13,3 %	11,5 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ²⁾	9,0 %	7,8 %
Situation financière et flux de trésorerie consolidés		
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	1 395 \$	1 315 \$
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	379	813
Dépenses d'investissement	154	157
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	77	512
Résultat consolidé par action ordinaire (en dollars)		
Bénéfice net dilué	0,57 \$	0,47 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué ²⁾	0,90	0,82
Résultat d'exploitation du secteur Vente au détail		
Chiffre d'affaires	10 166 \$	10 154 \$
Résultat d'exploitation	446	393
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	2 844	2 777
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	811	780
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,0 %	7,7 %
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	352 \$	362 \$
Statistiques d'exploitation du secteur Vente au détail		
(Diminution) Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	(1,2) %	2,0 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	0,9 %	6,3 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	70,1	69,8
Nombre de magasins détenus par la société	564	585
Nombre de magasins franchisés	532	522
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires	1 324	1 314
Résultats d'exploitation du secteur Services financiers³⁾		
Produits	210 \$	207 \$
Bénéfice avant impôt sur le résultat	25	28
Mesures et statistiques d'exploitation du secteur Services financiers³⁾		
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 808 \$	2 692 \$
Créances sur cartes de crédit	2 689	2 594
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	49	53
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,8 %	14,0 %
Taux annualisé des pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,1 %	4,5 %
Résultats d'exploitation du secteur Propriétés de Choix³⁾		
Produits	203 \$	192 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	213	268
Bénéfice net (perte nette)	24	(132)
Fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	109	103

Notes de fin de document des résultats financiers et du sommaire financier

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2016 de la société, à la page 142.
 - 2) Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du rapport de gestion de la société, qui comprend le rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.
 - 3) Aux fins de la présentation sectorielle, les résultats sont présentés pour les périodes closes les 31 mars conformément aux exercices des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix. Les ajustements aux exercices de la société sont présentés sous l'en-tête Consolidation et éliminations. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR » du rapport de gestion de la société et la note 20, « Informations sectorielles ».
 - 4) Certains chiffres ont été retraités par suite de la décision à l'ordre du jour de l'IFRS Interpretations Committee portant sur l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Voir la note 2, « Principales méthodes comptables », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de 2017 de la société.
-

Profil de la société

La société est le chef de file canadien dans les domaines de l'alimentation et de la pharmacie, le plus important détaillant au pays, ainsi que le porteur de parts majoritaire de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix. Loblaw offre aux Canadiens des produits alimentaires, de pharmacie, de soins de santé et de beauté, des vêtements, des articles de marchandise générale, des services de cartes de crédit, des services de courtage d'assurance, des services bancaires aux particuliers, des cartes-cadeaux ainsi que des services de télécommunications. Loblaw, ses franchisés et ses pharmaciens-propriétaires figurent parmi les plus importants employeurs du secteur privé au Canada, comptant quelque 192 000 employés à temps plein et à temps partiel travaillant dans plus de 2 400 magasins détenus par la société, magasins franchisés et établissements détenus par des pharmaciens-propriétaires.

La raison d'être de Loblaw, soit *Profiter pleinement de la vie*, met à l'avant-plan les besoins et le bien-être de l'ensemble des consommateurs qui visitent ses magasins et y effectuent un milliard de transactions annuellement. Loblaw est en mesure de répondre à ces besoins, voire de dépasser les attentes de la clientèle, de multiples façons, ce qui inclut notamment ses établissements bien situés; ses quelque 1 000 magasins d'alimentation, tant de type escompte que de spécialité; ses pharmacies offrant des services complets situées dans plus de 1 300 établissements Shoppers Drug Mart/Pharmaprix et plus de 500 magasins de Loblaw; ses services bancaires sans frais offerts par l'entremise des *Services financiers le Choix du Président*; ses vêtements mode de marque *Joe Fresh* à prix abordables pour toute la famille; et trois des marques les plus populaires au Canada, soit *le Choix du Président*^{MD}, *sans nom*^{MD} et *Life Brand*^{MD}. Grâce aux programmes de fidélisation *PC Plus*^{MC} et *Shoppers Optimum*^{MD}/*Pharmaprix Optimum*^{MD}, plus d'un Canadien sur trois accumule des récompenses dans les magasins de la société.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw Limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw Limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Agent comptable des registres et agent des transferts

Services aux investisseurs Computershare Inc. 100, University Avenue Toronto, Canada M5J 2Y1	Sans frais : 1-800-564-6253 (Canada et États-Unis) Télécopieur : 416-263-9394 Télécopieur sans frais : 1-888-453-0330 Accès direct à l'échelle internationale : 514-982-7555
---	--

Pour procéder à un changement d'adresse ou mettre fin à des envois multiples, ou pour toute autre requête concernant votre compte d'actionnaire, veuillez communiquer avec les Services aux investisseurs Computershare Inc.

Relations avec les investisseurs

Personne-ressource pour les investisseurs : Sophia Bisoukis Vice-présidente, Relations avec les investisseurs 905-861-2436 investor@loblaw.ca	Personne-ressource pour les médias : Kevin Groh Vice-président, Affaires corporatives et communications 905-861-2437 pr@loblaw.ca
---	---

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à diverses autorités en valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société. La société procède à un appel à l'intention des analystes peu de temps après la publication de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés sous l'onglet « Investisseurs » du site Web de la société, à l'adresse loblaw.ca.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw Limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 3 mai 2017 à 10 h (HAE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450 ou le 888-231-8191. La rediffusion sera disponible deux heures environ après la téléconférence au 416-849-0833 ou au 855-859-2056, code d'accès 1695648. Pour accéder à la webémission, veuillez cliquer sur l'onglet « Investisseurs » du site loblaw.ca. Préinscription possible.

De plus amples renseignements sur la téléconférence et la webémission se trouvent sur le site Web de Les Compagnies Loblaw Limitée à l'adresse loblaw.ca.

Assemblée générale annuelle des actionnaires

L'assemblée générale annuelle de 2017 de Les Compagnies Loblaw Limitée se tiendra le 4 mai 2017 à 11 h (HAE) au Mattamy Athletic Centre, au 50, rue Carlton, Toronto (Ontario) Canada M5B 1J2.

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 647-427-7450 ou le 888-231-8191. La rediffusion sera disponible deux heures environ après la téléconférence au 416-849-0833 ou au 855-859-2056, code d'accès 2288199. Pour accéder à la webémission, veuillez cliquer sur l'onglet « Investisseurs » du site loblaw.ca. Préinscription possible.

Les Compagnies **Loblaw** Limitée

LOBLAW.CA

SHOPPERSDRUGMART.CA

PHARMAPRIX.CA

PRESIDENTSCHOICE.CA

LECHOIXDUPRESIDENT.CA

JOEFRESH.COM

PCFINANCIAL.CA

CHOICEREIT.CA

BEAUTYBOUTIQUE.CA

GALERIEBEAUTE.CA